

Les news

GRANDE
COMMISSION
MIXTE ALGÉRO-
TUNISIENNE
**M. Sellal
vendredi
à Tunis**



Page 5

LE MINISTRE DES AE TUNISIEN
DANS UN ENTRETIEN À L'APS :

**M. Mongi Hamdi
souligne le
renforcement
de la coordination
sécuritaire
avec l'Algérie**

Page 24

M. JEAN ASSELBORN, MINISTRE
DES AE ET EUROPÉENNES DU
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

**L'UE a un «très
grand intérêt»
à approfondir
ses relations
avec l'Algérie**

Page 24

**Les Etats-Unis
invités
d'honneur de la
prochaine foire
internationale
d'Alger**

Page 5

PRÉSIDENTIELLE 2014

D'EST EN OUEST ET DU SUD EN NORD,
IL EST DE PLUS EN PLUS SOLlicitÉ

Bouteflika

Une popularité incontestable



**Le ministère
de l'Intérieur
élabore un guide
d'électeur**

Boualem Branki

La préparation de la prochaine élection présidentielle bat son plein. Des préparatifs tant matériels qu'humains, organisationnels, mais également institutionnels. C'est ainsi que le dernier numéro du journal officiel (n°5) revient sur l'organisation de ce scrutin, notamment en direction de l'émigration, en ce qui concerne

**Conférence
nationale des
jeunes du FLN
le 22 février**

surtout les modalités de votation, l'organisation des bureaux de vote, le personnel et les électeurs. Dans le même numéro du JO, il y a également un décret exécutif fixant les modalités de publicité et d'affichage, lors de la campagne électorale, des candidats à cette présidentielle.

Page 3

CONFÉRENCE-DÉBAT HIER AU FORUM DE **DK NEWS** SUR
«LES PERSPECTIVES DANS LA PRISE EN CHARGE DU CANCER»

**Équipement anti-cancéreux :
La fin des inquiétudes ?**

Page 4-7

**45 000
nouveaux
cancéreux
chaque année
dont 15 000
enfants !**



**Les inscriptions
pour la
participation
au tirage au sort
du 9 février
au 10 avril**

Page 24

SCIENCE et **VIE**

**Insomnie
L'horloge
biologique
peut être modifiée
par des vibrations**

Pages 12-13

CULTURE

UNE INITIATIVE DE L'UNITÉ
DE RECHERCHE
SUR LA CULTURE

**30 conférenciers
participeront
au prochain
colloque
international
sur Abdelkader
Alloula**

Page 11

HANDISPORTS

**Les équipes
nationales,
clubs et anciens
présidents
honorés
par la FAH**

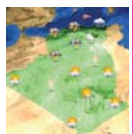
Page 10

TIARET

**KSAR CHELLALA
Un père
tue
ses enfants
de 5 et 7 ans**

Page 10

Météo



Régions Nord : 23° à Alger

Temps partiellement nuageux notamment sur les régions de l'Est ou l'on notera localement des passages nuageux assez denses pouvant occasionner quelques pluies. Les vents seront en général faibles à modérés. La mer sera peu agitée.

Régions Sud : 24° à Tamanrasset

Temps généralement ensoleillé. Les vents seront en général faibles à modérés.

	Max	Min
Alger	23°	13°
Oran	24°	12°
Annaba	20°	08°
Béjaïa	22°	13°
Tamanrasset	24°	07°

Horaires des prières

Jeudi 6 Rabi' al-thani 1435

Fajr	06:18
Dohr	13:02
Asr	15:56
Maghreb	18:22
Isha	19:41



DEMAIN AU SIÈGE DU FRONT EL ADALA

Rencontre nationale des jeunes

En vue de l'installation du secrétaire national de la jeunesse du parti, les représentants de la jeunesse et des étudiants du Front El Adala tiendront une rencontre nationale, sous la présidence de cheikh Abdallah Djaballah, demain vendredi 7 février à 10h au siège du parti.



SAMEDI AU SIÈGE DE L'UGTA

Conférence de Belkacem Sahli (ANR)



Le président de l'Alliance nationale républicaine (ANR), Belkacem Sahli, présidera samedi 8 février à 10h30 au siège central de l'UGTA, place du 1^{er} Mai, une conférence nationale des cadres du parti.

No comment

DEMAIN À ZÉRALDA

Congrès constitutif du PGA



Le parti des générations d'Algérie (PGA) tiendra son congrès constitutif, vendredi 7 février à 9h30 à la Mutuelle des travailleurs des matériaux de constructions de Zéralda.

UFDS

Conseil national extraordinaire samedi à Zéralda

L'Union des forces démocratiques et sociales (UFDS) tiendra un conseil national extraordinaire qui sera élargie aux élus et cadres du parti, samedi 8 février à 11h30, au siège de la Mutuelle générale des matériaux de construction, au Centre familial de Zéralda.



DEMAIN À LA SALLE IBN KALDOUN

Concert du groupe Samba Do Rosa

Dans le cadre du programme culturel, le Brésil rencontre El Bahdja. Le groupe Samba Do Rosa animera demain à partir de 18h30, une soirée de chant brésilien.

AUTOMOBILES

contrôle technique obligatoire pour les véhicules immatriculés en 2012

Les propriétaires des véhicules particuliers immatriculés en 2012 doivent les présenter pour le contrôle technique périodique durant l'année 2014, a indiqué mercredi l'Etablissement national de contrôle technique automobile (Enacta). Ainsi, les automobilistes concernés par cette procédure obligatoire doivent présenter leurs véhicules aux agences de contrôle technique réparties sur le territoire national selon les dates de leurs immatriculations portées sur leurs cartes grises respectives, précise l'Enacta dans un communiqué. A titre illustratif, les véhicules immatriculés en février 2012 sont concernés par cette procédure en février 2014, ceux

immatriculés en mars 2012 doivent subir le contrôle technique en mars 2014, explique le communiqué en soulignant que les contrevenants à cette mesure risquent une amende allant de 20 000 à 50 000 dinars.

Ils peuvent, également selon la législation en vigueur, s'exposer à une peine d'emprisonnement d'une durée de 2 à 6 mois, la suspension du permis de conduire pour une durée d'une année et son annulation en cas de récidive, rappelle le communiqué. Au total 310 agences de contrôle sont opérationnelles au niveau national et disposent de 482 lignes pour le traitement des véhicules concernés par cette mesure.

SAMEDI AU SIÈGE DE L'UGCAA

Conférence sur les problèmes de l'Industrie artisanale



L'Union nationale des commerçants et artisans algériens (Ugcaa) organisera samedi 8 février à 9h30 en son siège (40/42 rue Larbi Ben M'hidi, Alger) une conférence de presse qui portera sur les problèmes auxquels est confronté l'industrie artisanale dans notre pays. Des membres de la commission nationale de l'industrie artisanale.

GUELMA

Un logiciel pour enregistrer et suivre des doléances des citoyens à Hammam N'baïls

Un logiciel destiné à l'enregistrement et au suivi des doléances des citoyens est utilisé depuis le début du mois de janvier par les services de la daïra de Hammam N'baïls (45 km à l'Est de Guelma) dans le cadre de l'amélioration du service public, a-t-on constaté mercredi. Ce programme informatique a été testé avec succès durant tout le mois de décembre dernier.

Il permet de suivre instantanément l'état de traitement de chaque requête déposée, a précisé le concepteur du logiciel, M. Mohamed Afaïfia, ingénieur en informatique, au cours d'une visite des auto-

rités de la wilaya à cette daïra. Ce logiciel permet de saisir les résultats des audiences accordées quotidiennement aux citoyens et les doléances écrites remises aux services de la daïra en fonction de la nature des requêtes (emploi, logement, voirie, hygiène), a expliqué ce jeune ingénieur, soulignant que le logiciel permet aussi d'indiquer l'état de prise en charge des requêtes déposées. Saluant chaleureusement cette initiative, le wali de Guelma, Larbi Merzoug, a invité le concepteur de ce logiciel à étendre l'utilisation de ce programme à toute la wilaya.

PRÉSIDENTIELLE 2014

Bouteflika très sollicité

La préparation de la prochaine élection présidentielle bat son plein. Des préparatifs tant matériels qu'humains, organisationnels, mais également institutionnels.

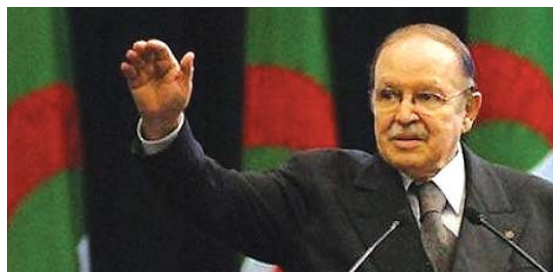
Boualem Alami

C'est ainsi que le dernier numéro du journal officiel (n°5) revient sur l'organisation de ce scrutin, notamment en direction de l'émigration, en ce qui concerne surtout les modalités de votation, l'organisation des bureaux de vote, le personnel et les électeurs. Dans le même numéro du JO, il y a également un décret exécutif fixant les modalités de publicité et d'affichage, lors de la campagne électorale, des candidats à cette présidentielle.

C'est dire donc tout le sérieux et l'entrain avec lesquels cette élection présidentielle est préparée et mobilise l'attention des pouvoirs publics. Ceci d'autant que les Commissions de supervision et de surveillance cette élection présidentielle ont été également désignées et installées, ainsi que les sous-commission locales.

Sur un autre front, celui des candidatures, les postulants continuent à affluer, mais la grande interrogation demeure celle de la candidature pour un quatrième mandat du président Bouteflika. Des comités de soutien à cette candidature ont été mis en place, des partis politiques se sont également regroupés en coalition pour soutenir la candidature du Président à sa propre succession.

Des demandes parfois très insistantes qui s'articulent, selon leurs pro-



moteurs, sur le fait que le chef de l'Etat a réussi à stabiliser politiquement le pays, remettre l'économie nationale sur les chemins de la croissance et, surtout, rétablir paix et réconciliation nationales dans le pays. Un défi important réalisé durant les dix dernières années par le Président Bouteflika qui, selon la presse étrangère, notamment parisienne, a réussi à mettre le pays dans une orbite de stabilité politique. Les élections d'avril 2014 vont se dérouler, selon les mêmes milieux, dans un parfait climat de paix sociale et de stabilité, alors que sur le front économique les clignotants sont relativement au vert.

Des indices qui dénotent en fait un climat politique particulièrement favorable à des élections présidentielles, qui

vont se dérouler très certainement dans un parfait esprit de conquête pour les candidats. Même si le filtre du conseil constitutionnel sera là pour désigner les vrais candidats à cette élection, après l'examen des signatures recueillies par ces candidats, il n'en demeure pas moins que toutes les balises pour organiser dans un parfait climat électoral ces élections sont déjà mises en place.

Et, dans ce registre, la campagne électorale qui s'annonce sera rude, et palpitante entre les différents candidats, même si d'ici là le Président Bouteflika maintient toujours un grand silence sur sa candidature.

Ce qui en fait alimente le gros des spéculations et des analyses politiques des partis et spécialistes. Mais, dans tous les cas de figure, une chose est sûre : l'élection présidentielle du mois d'avril prochain ne laisse personne indifférent, bien au contraire.

Poursuite des installations des sous-commissions locales de la Cnsef à travers le territoire national

LE MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ÉLABORE UN GUIDE D'ÉLECTEUR

«Tous concernés»

Un guide d'électeur, élaboré par le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales est distribué au grand public à travers le territoire national dans le but d'informer et de sensibiliser les citoyens en prévision de l'échéance électorale du 17 avril 2014, a-t-on constaté.

Ce guide, sous forme de dépliant, rédigé en arabe et en français, porte le slogan «Tous concernés». Le document explique aux citoyens notamment les modalités d'inscription dans la liste électorale ainsi que l'acte de vote.

En lisant ce guide, le citoyen peut se renseigner sur toutes les opérations se rapportant au vote, allant de l'inscription dans une liste électorale à l'acte de vote en passant par la citation d'articles de loi et de la Constitution relatifs au scrutin.

Il est ainsi rappelé que la période d'inscription sur une liste électorale s'étale du 23 janvier au 6 février 2014, précisant que l'inscription auprès de la circonscription de résidence se fait sur présentation d'une pièce d'identité et d'un justificatif de résidence.

Le guide rappelle également que les citoyens âgés de 18 ans accomplis le jour du scrutin, peuvent s'inscrire sur la liste électorale. Les citoyens ont la possibilité aussi de consulter la liste électorale. Le guide explique en outre au citoyen qu'il peut voter par procuration dans des cas bien déterminés, rappelant que chaque citoyen a la possibilité d'assister et de participer au dépouillement des votes à l'intérieur du bureau de vote à la clôture du scrutin.

Ali Benouari candidat à la présidentielle

L'ancien ministre délégué au Trésor, Ali Benouari, a annoncé officiellement hier à Alger sa candidature pour la candidature à l'élection présidentielle du 17 avril prochain, avec comme slogan pour sa campagne électorale : «Travail, justice et liberté».

«Toute politique de redressement du passé qui ne passe pas par la réhabilitation du citoyen dans ses droits élémentaires est vouée à l'échec. Mon programme pour l'Algérie intègre largement ce fait», a affirmé le candidat à la candidature dans son allocution introductive à une conférence de presse.

Détaillant son programme, Ali Benouari a fait savoir que celui-ci a été conçu sur la base de ce qu'il a considéré comme étant «des échecs» à assoir un Etat «moderne» et «social», d'où la nécessité d'opter pour la «voie démocratique» en tant que «priorité absolue» pour la réalisation des «réformes politiques institutionnelles et structurelles». Le conférencier a évoqué, à ce propos, son projet de réforme qui se

fera de manière «profonde, pacifique et graduelle», considérant que la future joute électorale offrira «l'occasion de changer de cap dans tous les domaines».

Concrètement, le candidat à la magistrature suprême du pays promet «une rupture totale avec un système politique que les Algériens ne supportent plus, tant sur le plan de la pratique du pouvoir, que sur celui de la transparence» et ce, a-t-il expliqué, en raison de «dysfonctionnements» n'ayant «jamais été corrigés».

Le postulant à la course d'avril prochain a également promis d'instaurer «la modernité», la «confiance en soi» et de favoriser le «leadership», de même qu'une «République nouvelle» dotée d'une «Constitution et d'outils économiques à la hauteur des ambitions».

Le programme du candidat Ali Benouari suppose, en outre, «une vision» de «rebâtir» le pays, et «l'ambition» de permettre à celui-ci de «rejoindre le club des 20 pays les plus riches de la planète à l'horizon 2033 et ce, au moyen

d'un «plan de sauvetage» quinquennal touchant tous les secteurs, a-t-il projeté.

«La prochaine élection est importante car elle survient dans un contexte nouveau, celui de la démocratisation du monde arabe, qui est en retard sur un processus qui a gagné tous les continents», a-t-il ajouté, s'agissant de son programme de politique extérieure.

Marié et père de trois enfants, Ali Benouari est né en 1951 et est titulaire d'un diplôme d'études supérieures (DES) en sciences politiques.

Après avoir mené une carrière d'enseignant-chercheur à l'Université d'Alger, il a été directeur de trésorerie à Paris en 1981 au sein d'une banque internationale, avant d'occuper la fonction de conseiller auprès des ministres des Finances puis de l'Economie entre 1989 et juin 1991. Il termine sa carrière en occupant le portefeuille de ministre délégué au Trésor en 1991 avant de quitter le gouvernement pour s'installer à son propre compte en Suisse.

RND

«OK pour Bouteflika»

O. Larbi

• Le RND appelle à ne pas recourir aux discours provocateurs lors de la campagne électorale

A la rencontre de travail qui a réuni les membres du nouveau secrétariat national du RND, les secrétaires généraux des wilayas et leurs chargés de l'information, Abdelkader Bensalah a situé cette initiative dans le contexte national «marqué par une activité dense et riche qui met en avant les partis qui veulent faire de l'élection présidentielle un moment de l'approfondissement de la culture d'Etat et de la démocratie».

Le RND est un «parti qui a retrouvé la sérénité et son rôle dans la société politique. Depuis le 4ème congrès, la réunion de deux conseils nationaux, la désignation des membres du secrétariat national, c'est un parti en ordre de marche et la rencontre d'aujourd'hui est une mise en œuvre du programme de travail semestriel adopté par les organes responsables du parti».

L'élection présidentielle du printemps a une place dominante dans l'action de toutes les instances du RND : «Comme tout le monde le sait, le candidat du parti est le moudjahid Abdelaziz Bouteflika ; cette élection présidentielle a un enjeu, celui de donner au citoyen toutes les raisons de faire valoir son vote en le glissant dans l'urne le jour du scrutin. Le RND fera campagne en soutenant la participation la plus large possible, la plus nombreuse des électeurs afin qu'ils soient les artisans de leur propre destin. Il s'agira pour les militants du RND, à tous les niveaux, de convaincre les algériens de l'importance de leur choix, de renforcer chez eux la culture démocratique. Nous voulons une campagne responsable, qui favorise le débat et la contradiction argumentée qui renonce à toutes formes de violences et d'excès». Abdelkader Bensalah dit ensuite pourquoi le RND vote Abdelaziz Bouteflika : «C'est le moudjahid, l'homme qui a ramené la paix, la réconciliation nationale. Il est celui qui a lancé la reconstruction nationale, le développement et le progrès social sans répit. Il est l'homme des réformes et du rétablissement de l'autorité de l'Etat ; celui du rayonnement de l'Algérie dans le concert des nations».

Le RND est en ordre et en mouvement serein, certain que le président est la meilleure option pour le peuple, pour l'Algérie.

FLN

Conférence nationale des jeunes du FLN le 22 février

Le parti du Front de libération nationale (FLN) organisera le 22 février, au complexe olympique Mohamed Boudiaf, une conférence nationale des jeunes, a indiqué hier à Alger, M. Abdelkader Zahali, membre du bureau politique chargé du secrétariat des jeunes et des étudiants.

Lors d'une rencontre nationale des jeunes et des étudiants sur le thème «Campagne électorale de la présidentielle du 17 avril», M. Zahali a précisé que cette conférence «sera consacrée à la mobilisation des jeunes du FLN autour de la campagne électorale du prochain scrutin présidentiel».

Il a souligné la nécessité de sensibiliser les différentes catégories sociales sur l'importance de participer à cette élection tout en appelant au soutien du candidat du parti, Abdelaziz Bouteflika.

M. Zahali a rappelé que les portes d'adhésion au FLN «restent ouvertes à tous les jeunes» pour assurer le succès de cette échéance décisive pour l'Algérie et booster le processus de développement, affirmant que «les jeunes sont l'espoir et l'avenir du pays».

APS

LAIT Ça ne «tourne» pas rond

• La poudre de lait subventionnée utilisée dans la production du lait en sachet

Les enquêtes menées par le ministère du Commerce au niveau des laiteries ont révélé que la poudre de lait subventionnée était utilisée dans la production de lait en sachet dont le prix légal est de 25 DA/litre, a indiqué hier à Alger le directeur général du contrôle économique et de lutte contre la fraude au ministère du Commerce. Tous les rapports et enquêtes qui nous parviennent au quotidien assurent que la poudre de lait remise par l'Office interprofessionnel du lait (Onil) est destinée à la production du lait pasteurisé subventionné par l'Etat fixé à 25 DA/litre, a précisé le responsable lors d'une conférence de presse consacrée à la présentation du bilan annuel sur l'activité de contrôle en 2013. Certaines laiteries publiques, a-t-il dit, «consacraient effectivement une partie de cette poudre subventionnée à la production des dérivés du lait», une opération interdite depuis que des perturbations dans l'approvisionnement ont été enregistrées. Une enquête a été ouverte en janvier dernier par le ministère du Commerce pour élucider les véritables raisons de la perturbation dans la distribution du lait en sachet pasteurisé accompagnée d'une hausse des prix des produits dérivés dans plusieurs régions du pays dont Alger. La perturbation dans l'approvisionnement du lait en sachet qui persiste dans certaines wilayas est due à une forte demande, les consommateurs se rabattant sur ce produit en raison de l'envolée des prix du lait en boîte, selon le même responsable.

Il s'agit d'un problème d'approvisionnement qui n'a rien avoir avec des opérations de contrôle ou de détournement, a-t-il fait remarquer appelant le consommateur à acheter les quantités nécessaires à couvrir ses besoins quotidiens afin d'assurer un approvisionnement régulier. Par ailleurs, le responsable a fait savoir que le prix légal du sachet de lait ne posait pas problème lors des opérations de contrôle soulignant que tout commerçant qui cède ce produit à un prix supérieur à 25 DA/litre était passible de sanctions. Il a rappelé que les services de contrôle ont effectué quelque 13.000 interventions pour contrôler le prix du lait subventionné débouchant sur 337 contraventions dont 187 liées au non-respect des prix légaux.

La production du lait pasteurisé en sachet a atteint 1,5 milliard de litres en 2013 dont 850 millions sont produits par des unités publiques tandis que le taux de subvention par l'Etat de la poudre de lait destinée à la production de ce produit est de 30 milliards DA en 2013 soit une hausse de 15,38% par rapport à 2012 (26 milliards DA) contre 24,5 milliards DA en 2011.

CREAD - CNEIDFFE Convention de partenariat dans le domaine de la recherche

Une convention de partenariat dans le domaine de la recherche a été signée hier à Alger entre le centre de recherche en économie appliquée pour le développement (Cread) et le centre national d'Etude, d'Information et de Documentation sur la famille, la femme et l'enfance (Cneidffe). «Les deux parties s'engagent à collaborer activement en matière de collecte et d'exploitation de documents liés aux domaines des recherches, de coopérer dans le domaine des publications de recherches scientifiques et de favoriser les activités relatives à ce domaine», selon les clauses de la convention. Les deux centres s'engagent également à collaborer pendant une durée de 4 années dans plusieurs domaines, notamment pendant les manifestations scientifiques (colloques, séminaires, journées d'études) organisées dans les domaines de recherches interdisciplinaires. La cérémonie de signature qui a été présidée par la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition féminine, Souad Bendjaballah, a été suivie d'une rencontre de présentation de politiques d'emploi féminin élaborées par certains secteurs. Cette rencontre qui sera couronnée par l'adoption d'un projet de feuille de route 2014-2016 sur le travail de la femme, a été marquée par la présentation des politiques d'emploi élaborées notamment par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la sécurité sociale ainsi que la présentation de l'enquête sur les principaux indicateurs de l'emploi réalisée par l'Office nationale des statistiques (ONS) durant l'année 2013. Dans ce contexte, la directrice des statistiques de la population et de l'emploi à l'ONS, Amel Lakhal, a rappelé que le nombre des femmes travailleuses en 2013 a atteint 1,9 million en Algérie, alors que cette enquête a relevé également un nombre de 360 000 femmes en chômage.

APS

GESTION DE LA VILLE D'ALGER Nette progression de la mise en œuvre du plan stratégique

La mise en œuvre du plan stratégique de gestion de la ville d'Alger connaît une nette progression, notamment après l'adoption du projet de la ville intelligente, suivant les modèles de villes modernes à l'instar de Barcelone, Dubaï et Singapour, a affirmé mardi le président de l'Assemblée populaire communale (APC) d'Alger, M. Karim Bennour.



La mise en œuvre du plan stratégique de développement de la ville d'Alger 2010-2029, décidé par le Président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika connaît une nette progression notamment en ce qui concerne la façade maritime d'Alger, «promenade de l'indépendance», qui ouvrira ses portes au public début juin prochain», a indiqué M. Bennour lors d'une journée d'étude sur l'utilisation des technologies de la communication et des langues vivantes dans la modernisation de la ville» à laquelle ont pris part des experts algériens et espagnols.

Le plan stratégique de développement de la ville d'Alger (2010-2029) se répartit en quatre phases. La première phase (2010-2014) vise la réhabilitation de la façade maritime d'Alger, à travers des opérations de réhabilitation du centre historique d'Alger dont La Casbah, le réaménagement de certains quartiers abritant les principaux équipements publics, la

concrétisation du plan d'éclairage moderne et l'extension du réseau du transport collectif urbain.

Concernant la deuxième phase (2015-2019), elle concerne la réalisation d'un nouveau port en eau profonde, la poursuite des travaux d'aménagement de la baie d'Alger et la restitution d'assiettes foncières du secteur industriel pour d'autres usages urbains.

La troisième phase (2020-2024) sera consacrée à la poursuite de l'aménagement de la baie d'Alger.

Quant à la dernière phase (2025-2029), elle vise à transformer Alger en une «ville métropolitaine» notamment à travers la finalisation des travaux d'aménagement de la baie d'Alger et l'extension de la ville vers l'est. Concernant la journée d'étude, M. Bennour a indiqué que son principal objectif était de tirer profit de l'expérience des experts espagnols quant au projet de la ville intelligente, concept adopté pour la modernisation de la ville

de Barcelone. Cette journée d'étude permettra aux experts algériens de trouver des réponses à leurs différentes préoccupations quant à la gestion d'une ville intelligente capable de faire face aux différents risques notamment à travers l'implication de tous les acteurs dans le domaine de la gestion judicieuse de la ville en vue d'améliorer le cadre de vie des citoyens.

Quant au concept de la ville intelligente, l'architecte et vice-président de l'APC de Hydra, Bedaïda Samir, a affirmé qu'il signifie la capacité de la ville à faire face aux risques, à régler les crises et à trouver des réponses rapides.

La ville intelligente tend à assurer une coopération efficiente entre les opérateurs et les responsables techniques, de façon à obtenir des résultats positifs, en donnant la priorité à l'investissement, en réduisant les risques, en améliorant les services et en réduisant le budget des différentes interventions, a-t-il dit.

CONSTRUCTION ET TRAVAUX PUBLICS 3^{es} Assises nationales

L'activité entrepreneuriale et les moyens de la développer sera au centre des 3^{es} Assises nationales de la construction et des travaux publics prévues samedi à Alger, a-t-on appris auprès de l'association générale des entrepreneurs algériens organisatrice de la rencontre.

Au menu de cette rencontre, la réalisation du programme quinquennal notamment dans le domaine de l'habitat, les routes et infrastructures, les perspectives des projets prévus et le rôle de l'entreprise algérienne dans la mise en œuvre du programme.

La rencontre verra la participation des différents acteurs dont des responsables du ministère de l'Habitat, des représentants du patronat et autres organismes tels l'Andi, l'Andpme, la DGI et l'Aniref, ajoute la même source.

Ces assises comprennent quatre ateliers sur l'industrialisation de l'habitat et la promotion immobilière, le financement et les impôts, la loi sur les marchés publics et la mise à niveau des entreprises et le partenariat et l'investissement.

PÊCHE «Instructions strictes» interdisant la commercialisation et la consommation du poisson-lièvre

Le ministère de la Pêche et des ressources halieutiques a donné des instructions strictes interdisant la commercialisation et la consommation du poisson-lièvre après avoir confirmé le degré élevé de la toxicité de ce poisson signalé dans plusieurs régions côtières, a-t-on appris mercredi auprès du Centre national de recherche et de développement de la pêche et de l'aquaculture (Cnrpda). Une enquête menée par ce centre a confirmé qu'il s'agit du poisson-lièvre et non pas du poisson-lapin comme cela a été rapporté auparavant. Cette espèce, dont le nom scientifique est *Lagocephalus*, est autochtone à la Méditerranée, a précisé à l'APS Mohamed Etsouri, chercheur au Cnrpda.

Après l'identification de cette espèce, appelée aussi «poisson-ballon», et le degré de sa toxicité, l'administration a donné des directives «strictes» interdisant aux professionnels de la pêche de le commercialiser, a indiqué ce scientifique.

Une cellule de veille et une campagne de sensibilisation ont aussitôt été lancées pour informer les professionnels des dangers liés à la consommation de ce poisson.

Les résultats de recherche établis par le Cnrpda affirment que la toxicité réside dans la chair du poisson et dans ses gonades (système génital) qui contiennent une puissante neurotoxine appelée Tetratodotoxine.

La consommation de ce poisson provoque des vomissements, des vertiges voire la mort de la personne.

Le poisson-lièvre dont le comportement, par rapport à son milieu naturel est peu connu, est apparu récemment en quantité plus importante que d'habitude sur les côtes de Annaba, Jijel et Chlef, selon M. Etsouri.

Ce dernier a indiqué, par ailleurs, que l'enquête du Cnrpda se poursuivait en vue d'étudier d'autres paramètres liés à cette espèce et son comportement.

EN RAISON D'«ABSENCE DE SOUMISSIONNAIRES» Retard dans le réaménagement de zone industrielle Rouiba-Réghaïa

Le réaménagement de la zone industrielle Rouiba-Réghaïa, l'un des plus importants sites industriels du pays, tarde à voir le jour, le cahier des charges portant son étude et sa réalisation étant toujours au niveau de la commission intersectorielle des marchés publics, a indiqué hier le directeur de l'industrie de la wilaya, Hamou Benabdallah. «Le cahier des charges portant étude et réalisation du réaménagement de la zone industrielle Rouiba-Réghaïa est au niveau de la commission intersectorielle des marchés publics pour son approbation», a prisé M. Benabdallah en marge d'une visite du wali d'Alger à la zone industrielle de Rouiba. Il a rappelé qu'un appel d'offres national et international portant étude et réalisation des travaux de réaménagement de cette zone industrielle, a été déclaré «infructueux à cause d'absence de soumissionnaires». «Nous étions obligé de revoir les clauses du cahier des charges en supprimant certaines exigences et quelque travaux. Après son adoption par la commission intersectorielle des marchés publics, un autre appel d'offres national et international sera lancé», a-t-il expliqué. Le premier cahier des charges relatifs au plan de modernisation du site avait été élaboré par un comité, regroupant notamment des représentants d'entreprises publiques et privées opérant dans la zone gérée par Gestinal ainsi que le directeur de l'industrie de la wilaya d'Alger. Le plan de modernisation de la zone industrielle Rouiba-Réghaïa porte sur la réalisation de services d'appui aux entreprises (bureaux de douanes, de banques, d'assurances, services des impôts...), des lieux de restauration, de parking et d'un nouveau plan de circulation, avait déclaré l'ancien ministre de l'Industrie, de la PME et de la Promotion de l'Investissement, Cherif Rahmani, lors d'une visite au site en mars 2013.

Les Etats-Unis invités d'honneur de la prochaine foire internationale d'Alger



Le Président du Conseil d'affaires algéro-américain, Smail Chikhoune, a indiqué hier, à Alger, que les Etats-Unis seront l'invité d'honneur de la prochaine foire internationale d'Alger (FIA) qui doit se dérouler du 28 mai au 02 juin 2014.

«Intervenant dans divers domaines (santé, nouvelles technologies, constructions...), les entreprises américaines organiseront à cette occasion plusieurs conférences en vue de faire connaître leurs activités et prospecter d'éventuels partenariats avec les entreprises algériennes», a-t-il déclaré sur les ondes de la radio nationale, précisant que les firmes américaines seront présentes en force à cette manifestation.

Abordant le volet de la coopération entre les deux pays, ce dernier a mis en exergue l'importance du récent accord de partenariat stratégique, signé entre le ministère de la Santé, de la population et de la réforme hospitalière et l'entreprise américaine Varian medical system portant sur l'acquisition d'accélérateurs linéaires dans le domaine de la radiothérapie. «Cet accord ne porte pas seulement une vente d'équipement, car le partenaire américain s'engage à la création en Algérie d'un centre d'excellence dédié à la formation», a-t-il soutenu.

Ce centre d'excellence de grande envergure activera pour toute la région Moyen-orient et Afrique, et assurera la formation de tout le personnel qui exercera au sein des Centres anti-cancer (manipulateur, radiologue...) a-t-il ajouté.

«Cette formation se fera dans les meilleurs délais et il n'est pas exclu que certains centres anti cancer soit opérationnels d'ici la fin de l'année» a-t-il encore dit.

Concernant le memorandum d'entente conclu entre les deux pays dans le domaine des bios technologies, M. Chikhoune a précisé que les discussions sont toujours en cours concernant ce volet de la coopération. A une question concernant les investissements américains hors-hydrocarbures, M. Chikhoune a confirmé que «les milieux d'affaires américains à Washington considéraient

l'Algérie comme étant le partenaire le plus stable de la région» soulignant toutefois «qu'il fallait faire davantage d'efforts au niveau des incitations à l'investissement et procéder à certains ajustements au niveau des lois». Au titre de la prospection de nouveaux partenariats, M. Chikhoune a indiqué qu'une délégation algérienne doit se rendre au mois de mars prochain en Californie en vue d'examiner les possibilités d'une coopération dans la filière de l'industrie laitière.

«L'Algérie doit cesser d'importer du lait», a souligné M. Chikhoune. «Pour concrétiser des partenariats dans ce domaine, il faut libérer le foncier agricole pour permettre à des partenaires américains d'accompagner des investisseurs locaux» a-t-il encore plaidé.

Pour promouvoir les produits algériens à l'étranger, M. Chikhoune a préconisé, par ailleurs, de multiplier les contacts avec les entreprises américaines à l'occasion de la tenue des foires économiques aux Etats-Unis.

Dans ce sens «une importante délégation de près de cent hommes d'affaires algériens doit se rendre à Washington DC au mois de septembre prochain, en vue d'une relance des échanges entre les deux pays», a encore indiqué le président du conseil d'affaires algéro-américain.

Dans le volet formation et management, M. Chikhoune a également annoncé la création prochaine à Alger d'un Institut américain de formation. Cet institut qui aura un rayonnement régional dispensera un enseignement de qualité dans diverses filières (management, nouvelles technologies, nanotechnologies).

«Des enseignants de haut niveau seront sollicités pour exercer dans cet institut, y compris au sein de la diaspora algérienne», a-t-il souligné.

ALGÉRIE-EAU La coopération énergétique à l'ordre du jour

La coopération dans le secteur énergétique entre l'Algérie et les Emirats Arabes-unis a été hier au centre d'un entretien entre le ministre de l'Energie et des Mines Youcef Yousfi et l'ambassadeur émirati à Alger Ahmed Ali Naser Al Meel Al Zaabi, indique un communiqué du ministère.

Lors de cet entretien, les deux parties ont abordé le développement et le renforcement des relations de coopération et de partenariat bilatérales dans le domaine de l'énergie, précise la même source. A cette occasion, M. Yousfi a présenté les

grands axes du programme de développement de la pétrochimie, des hydrocarbures et du transport maritime des hydrocarbures ainsi que les opportunités de coopération qui s'offrent aux compagnies émiratites dans ces domaines.

PARTENARIAT ALGÉRIE-«R20» Mise en œuvre prochaine à Oran de deux projets pilotes dans les secteurs énergie et environnement

Deux projets pilotes dans les domaines de l'énergie et de l'environnement seront mis en œuvre prochainement à Oran dans le cadre du partenariat entre l'Algérie et l'Organisation internationale «R20», a annoncé mercredi le directeur de la représentation pour la Méditerranée basée à Oran.

Dans le but d'améliorer l'efficacité énergétique et le développement du tissu de l'économie verte en Algérie, «ces deux projets s'inscrivent également dans le cadre d'un programme ambitieux et prévoient plusieurs autres opérations», a indiqué M. Rachid Bessaoud, à l'occasion d'une réunion de préparation de la Conférence africaine de haut niveau sur la croissance verte, qui se tiendra à Oran le 22 et 23 février en cours.

Le premier projet pilote, dont l'étude est en cours, est relatif à l'éclairage public, a-t-il dit, soulignant que ce projet offrira des solutions dans ce domaine à moyen et long termes.

Cette opération, qui insérera des méthodes et des techniques modernes pour assurer un éclairage de qualité, prévoit la diminution des coûts énergétiques de l'éclairage public du «Groupement urbain d'Oran» à hauteur de 50 %, a affirmé, pour sa part, le directeur de l'environnement de la wilaya d'Oran, M. Mohamed Mekakia.

L'autre projet est envisagé pour l'amélioration de la gestion de la collecte et de la récupération des déchets, par des systèmes de tri et de recyclage. D'autres projets seront programmés notamment dans le cadre du développement de l'utilisation des énergies renouvelables, a ajouté le même responsable. L'Algérie a signé le 25 juin 2013 un accord de partenariat avec l'Organisation «R20», à l'occasion de la visite de son président Arnold Schwarzenegger à Alger et Oran, qui abrite le gène pôle de l'Organisation pour la région de la Méditerranée.

CONFÉRENCE SUR LA CROISSANCE VERTE 40 ministres africains attendus à Oran

Une quarantaine de ministres africains chargés de l'environnement prendront part à une conférence de haut niveau sur la croissance verte, prévue à Oran les 22 et 23 février en présence du président et fondateur de l'Organisation mondiale «R20», Arnold Schwarzenegger, a-t-on appris mercredi auprès du comité local d'organisation de cet événement. Lors d'une rencontre, initiée par l'Assemblée populaire de wilaya (APW) dans le cadre des préparatifs de cette conférence qu'abritera le Centre de conventions d'Oran (CCO) «Mohamed Benahmed», le directeur de l'environnement de la wilaya et membre du comité, Mohamed Mekakia, a rappelé que la ville d'Oran a été désignée pour la représentation du R20 pour la région de la Méditerranée, basée

actuellement à l'ancien siège de la Direction de l'environnement. Encourager la discussion entre les décideurs politiques africains et identifier les axes de coopération, régionale et internationale, sont les objectifs assignés à cette manifestation qui vise également l'échange des pratiques et des expériences réussies et l'évaluation des besoins du continent en terme d'apports humain, financier, technologique et de formation. Des thèmes liés aux enjeux environnementaux seront débattus lors de cette conférence, à savoir la pollution atmosphérique, la transition vers l'économie verte et les stratégies et l'innovation dans ce domaine.

Cet événement sera clôturé par la «Déclaration d'Oran», qui constituera

l'une des plateformes qui seront discutées lors de la Conférence des chefs d'Etats en septembre prochain à New York et à la Conférence mondiale sur le climat, prévue en fin 2015 à Paris, a-t-on souligné. Seront présents à la prochaine conférence d'Oran, des représentants d'institutions internationales relevant de l'Organisation des Nations unies (ONU) et de l'Afrique, ainsi que ceux des collectivités locales, de la société civile, d'institutions financières et d'agences de recherche, des investisseurs en économie verte et des universitaires.

Le fondateur de l'Organisation mondiale «R20», Arnold Schwarzenegger, avait visité Oran le 25 juin 2013 dans le cadre de la signature d'un accord de partenariat.

Bouteflika félicite le gouverneur général de la Nouvelle-Zélande à l'occasion de la fête nationale de son pays

Le Président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a adressé un message de félicitations au Gouverneur général de la Nouvelle-Zélande, Jerry Mateparae, à l'occasion de la célébration de la fête nationale de son pays.

«La célébration de la fête nationale de la Nouvelle-Zélande m'offre l'agréable opportunité de vous adresser, au nom du peuple et du gouvernement algériens et en mon nom personnel, mes chaleureuses félicitations accompagnées de mes meilleurs vœux de santé et de bonheur pour vous-même, de prospérité et de bien être pour votre peuple ami», écrit le chef de l'Etat dans son message.

«Il me plaît de réitérer, en cette heureuse occasion, mon attachement au renforcement continu des liens d'amitié et de coopération existant entre nos deux pays, dans l'intérêt mutuel de nos deux peuples», ajoute le Président Bouteflika.

GRANDE COMMISSION MIXTE ALGÉRO-TUNISIENNE M. Sellal vendredi à Tunis

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, se rendra vendredi à Tunis, pour une visite de deux jours, pour prendre part aux travaux de la Grande commission mixte algéro-tunisienne, indique mercredi un communiqué du Cabinet du Premier ministre.

La Grande commission, qui abordera plusieurs volets de la coopération bilatérale algéro-tunisienne, sera coprésidée par M. Sellal et le Chef du gouvernement tunisien, Mehdi Jomaa, précise-t-on de même source.

Par ailleurs, le Premier ministre, qui sera accompagné d'une importante délégation ministérielle, assistera, en tant que représentant du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, à la cérémonie officielle marquant la signature de la nouvelle Constitution tunisienne, ajoute le communiqué.

ALGÉRIE - FAO Signature d'une déclaration d'intention

L'Algérie signera aujourd'hui à Alger avec l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) une déclaration d'intention qui permettra de renforcer le rôle de la FAO en Algérie et de mettre en place un programme de partenariat entre les deux parties, a appris l'APS auprès du ministère de l'Agriculture et du développement rural. Le document qui sera signé par le ministre de l'Agriculture et du développement rural, M. Abdelouhab Nouri et par le directeur général de la FAO, M. Joseph Graziano Da Silva, permettra de lancer des projets de coopération technique aux niveaux national et régional à travers la promotion de la coopération entre les états du sud dans les domaines de l'agriculture, des forêts, de la pêche et de la protection de l'environnement. Il permettra, par ailleurs, selon des sources du ministère de l'agriculture, de renforcer la coopération et de développer la croissance économique mondiale. Joseph Graziano Da Silva a affirmé que les démarches de la FAO avec différents pays africains s'inscrivent dans le cadre de l'engagement de leurs chefs d'état à éradiquer la famine dans le continent à l'horizon 2025 et à relever le défi de consacrer la vision «l'Afrique jouit de la sécurité alimentaire» en s'attaquant aux causes multiples de ce fléau. Le directeur général de la FAO s'était engagé à continuer à appuyer les efforts de l'Afrique pour l'éradication de la famine à travers l'intensification des investissements dans le domaine de l'agriculture notamment. L'Algérie a adopté depuis 2008 une politique ambitieuse pour la réalisation de la sécurité alimentaire en optant pour «le renouveau agricole et rural» visant à améliorer les conditions de vie des populations et à valoriser les ressources naturelles pour la réalisation des projets de proximité du développement rural intégré.

APS

A L'OCCASION DE LA CÉLÉBRATION DE LA JOURNÉE MONDIALE DE LUTTE CONTRE LE CANCER, LE FORUM DE DK NEWS A ABRITÉ HIER UNE CONFÉRENCE SUR «LES PERSPECTIVES DANS LA PRISE EN CHARGE DU CANCER»

ÉQUIPEMENT ANTI-CANCÉREUX La fin des inquiétudes ?

Journée mondiale de la lutte contre le cancer. Algérie. Un fléau. 45 000 cas nouveaux malades par an. La moitié meurt chaque année. Pratiquement, chaque famille est confrontée à ce mal. C'est dire que tout le monde s'y intéresse. A tout âge. Il n'y a pas de loi de sélection. Les enfants comme les adultes. Quand la maladie est bien installée, c'est la double douleur. Douleur pour le malade. D'abord, celle d'une mort sociale qui est morale. Ensuite celle de la douleur physique qu'on ne sait pas évaluer. On dit qu'il n'y a pas de politique de douleur. Celle-ci fait partie du cancer. Fatalité ?

► Coût de 30 000 DA pour les cas précoces et 5 million de dinars pour les cancers à un stade avancé

► Cnas Pourquoi payer le secteur privé étranger par le biais des transferts et pas le secteur privé national pour le même service ?

► Les perspectives dans la lutte contre le cancer



Said Abjaoui

Très récemment, c'était la grande inquiétude. Pas de médicament, pas assez de machines de radiothérapie. Ce déficit constituait l'objet de grands débats et également et d'accusations de mauvaise gouvernance. Il semble qu'aujourd'hui ; les autorités ont réussi à «désinquiéter» les malades, ou plutôt les populations, car on annonce la prise en place de nouveaux équipements de radiothérapie. Fin des inquiétudes, des angoisses ?

Toute maladie aussi grave, aussi conjurée, démoralise et nécessite un accompagnement psychologique. Les familles des malades ont besoin, elles aussi, d'accompagnement psychologique. Un plan cancéreux existe sous forme de propositions. Le ministre l'a reçu pour en amorcer le processus de mise en place et de début de prise en charge sur le terrain médical.

Puis, prise en charge effective. Avec toutes les insuffisances. Morale. 70% de cas de chirurgie sont opérés dans le secteur privé.

Le cancer donc n'est pas n'importe quelle maladie. Il suscite des appréhensions que prennent en charge nos médecins avec un engagement humanitaire. Ils sont tous disponibles pour transmettre des messages aux populations et aux institutions par le biais de la presse.

C'est ainsi que d'éminents professeurs ont accepté les invitations du forum du quotidien DK News pour animer une conférence-débat portant sur le thème «Les perspectives dans la lutte contre le cancer». Etaient conviés les professeurs Kamel Bouzid, chef du service de l'oncologie au

Cmpe du CHU Mustapha, Mohamed Oukil, chef de service de l'oncologie au CHU Beni Messous, Rabah Ferhat, chef de service de l'oncologie au CHU de Tizi-Ouzou, le docteur Kettab Hamida, secrétaire générale nationale de l'association Amal, M. M.S. Bali, physicien médical, directeur-général adjoint Ahena Medical Center de Constantine.

Le professeur Bouzid d'emblée donna quelques aperçus du plan cancer dont l'étude fut confiée au professeur Zitouni. Ce plan achevé sur le plan des propositions et recommandations a été remis au ministre. Il s'agit de prendre des mesures de façon optimale sur le territoire national pour répondre aux demandes de façon rationnelle sur le lieu-même où la demande est formulée. Il s'agit également d'assurer les meilleurs coûts de façon optimale. Le plan prévoit de faire en sorte que le traitement soit accessible à tout le monde.

D'autre part, le coût de prise en charge varie selon l'étape de la maladie. 300 000 dinars par personne quand la maladie est précoce et 5 millions de dinars par personne quand la maladie est au stade avancé. Multiplions par 45 000 nouveaux malades par an, et nous aurons une idée sur le coût total.

Concernant la prise en charge par la sécurité sociale, sachant que l'imagerie par exemple et d'autres services ne sont pas remboursés par la sécurité sociale, et à ces services ajoutons la radiothérapie et la chimiothérapie effectués dans le secteur privé alors que le budget de la Cnas est le produit de nos cotisations. Question qui se pose et qui n'a pas encore reçu d'explication. Pourquoi accepter

de payer le secteur privé à l'étranger par le biais des transferts et refuser de payer le secteur privé national pour les mêmes opérations que celles effectuées en direction de l'étranger ? D'autres questions sont également posées et peuvent être prises en charge dans le cadre de la loi sanitaire qui nécessite son adaptation. C'est le cas par exemple des pesticides qui sont cancérigènes, des textiles avec des composants pouvant être cancérigènes.

Revenons après cette parenthèse à la Cnas. Pourquoi prendre en charge les dialyses et non le traitement pour les cancéreux ? A Oran, pour la thérapie, le RDV est pour l'année 2018. Pour un examen de mammographie, le RDV est pour l'année 2018. Même question que tout à l'heure. Si la Cnas acceptait de payer le secteur privé algérien au lieu du secteur

privé étranger, cette sorte de service serait offerte au point où il n'y aurait pas tant de déficit en matière de radiothérapie.

Le Dr Bali a mis l'accent sur les ressources humaines, dans le domaine de la formation à la physique médicale. Une machine de radiothérapie est une petite usine qui nécessite du personnel de haute qualité. Il ne suffit pas d'importer la machine. L'université va former dans ces spécialités par le biais des masters.

**45 000 NOUVEAUX
CANCÉREUX
CHAQUE ANNÉE
DONT 15 000
ENFANTS !**



Le diagnostic du P^r Bouzid

O.Larbi

C'est l'un des derniers grands humanistes parmi les hommes de l'Art : chaleureux, dévoué, accompagnant ses patients dans toutes leurs démarches qui ressemblent à des sauts d'obstacles, c'est un fin observateur des mouvements du cœur et de l'âme.

Les malades qui entrent dans son service au Centre Pierre et Marie Curie d'Alger sont certains d'une chose : ils seront bien pris en charge, même s'il ne les rencontre qu'une seule fois ; ses assistants et résidents formés à son contact sont devenus ses émules sur le plan professionnel.

M. Bouzid est un médecin de combat contre la maladie, contre le malheur surtout lorsque les moyens manquent pour la prévention, le dépistage, la mise à disposition des médicaments, des moyens d'investigation et de recherche alors que le système médical est là pour soigner des êtres vivants, des enfants, des femmes et



des hommes. Kamel Bouzid est un révolté, un sentimental, un indigné, diront ceux qui ont perdu tout le respect de l'être humain, toute sensibilité, qui exerce un métier sur des « objets » désincarnés. Si Kamel Bouzid est en colère, c'est parce qu'il sait

que le cancer peut être guéri, qu'il mesure que les progrès dans la lutte mondiale contre ce fléau tardent à profiter aux Algériens malgré le « Plan cancer » lancé par le Président de la République.

Quand se décidera-t-on à

faire travailler ensemble, chacune des institutions dans la chaîne des responsabilités ? Quand les défaillances seront-elles sanctionnées ? Quand la vie humaine sera-t-elle respectée, par ceux-là mêmes qui en ont fait leur gagne-pain, d'un bout à l'autre de la chaîne des soins ?

Les bureaucrates reprochent au professeur Bouzid de montrer les écarts entre ce qui se fait à l'étranger, dans des pays moins avancés que l'Algérie, et de se placer aux côtés du malade pour que le droit à la santé ne soit pas une vaine devise. D'autres, lui contestent de commenter l'abandon d'une femme malade par son mari quand elle est atteinte d'un cancer.

Kamel Bouzid est l'anti-modèle du médecin du XXI^e siècle, il est resté au siècle des Lumières. Il annonce, en forme de dernier espoir, qu'une conférence de consensus pour appliquer le « Plan Cancer » aura lieu du 4 au 6 avril à Oran. Son thème : soigner de manière optimale.



L'appel du P^r Kamel Bouzid aux autorités

Le chef de service d'oncologie du Centre Pierre et Marie Curie (CPMC), P^r Kamel Bouzid a préconisé mercredi à Alger le transfert des malades souffrant de cancer à l'étranger, en attendant l'application du plan national de lutte contre le cancer.

«En attendant l'application du plan national de lutte contre le cancer et la création de 20 centres anti-cancer, il est opportun d'envoyer les malades à l'étranger pour leur administrer les thérapies adaptées», a indiqué le P^r Bouzid, lors d'une conférence-débat, organisée au forum du quotidien national DK News.

Pour le P^r Bouzid, les patients atteints de cancer à des stades curatifs peuvent être guéris s'ils sont transférés dans des pays étrangers, comme la Tunisie, la Jordanie, la Turquie et autres.

Il a suggéré, dans ce sens, l'intervention du ministère de la Santé et celui de la Sécurité sociale pour organiser la logistique nécessaire à ces transferts. Le chef de service oncologie a aussi appelé la sécurité sociale à rembourser les frais de prise en charge des personnes souffrant de cancer, dans les établissements de soins privés.

Il a rappelé, à ce propos, que 70 % des malades atteints de cancer se font opérer et soigner dans les structures médicales privées, soulignant que la sécurité sociale devrait accompagner financièrement les malades démunis. Le coût de la radiothérapie dans les structures privées varie entre 300 000 à 500 000 DA, a relevé le P^r Bouzid.

Le même spécialiste a aussi insisté sur la prévention primaire et secondaire contre le cancer qui consiste respectivement en la vaccination (cancer du col) et le dépistage et diagnostic précoces. De son côté, le chef de service oncologie du CHU Beni Messous, le P^r Mohamed Oukkal, a évoqué le rôle de la formation continue des médecins, radiologues et physiciens médicaux dans les domaines de la radiothérapie.

Il a indiqué, à ce sujet, que les médecins généralistes avaient un rôle important à jouer dans la lutte contre le cancer et qu'ils devaient suivre des cycles de formation pour être à jour des nouvelles données scientifiques. S'agissant des médicaments anti-cancer, la directrice technique de la Pharmacie centrale des hôpitaux, le D^r Fatima Ouakti a noté que 42 % des achats de la PCH étaient réservés aux anticancéreux, notamment les morphiniques.

Pour la vente de morphines, le D^r Ouakti a rappelé que les pharmacies et officines étaient autorisées à vendre ces médicaments antidouleur et qu'elles devaient répondre à la demande des malades. Le cancer est une maladie grave qui touche 45 000 personnes par an dont 15 000 enfants.

APS

RENDEZ-VOUS POUR LA RADIOTHÉRAPIE A Oran jusqu'en 2018 aux CHU, à Constantine, moins d'une semaine chez le privé !

R. Rachedi

Avec 45 000 nouveaux cas recensés chaque année, le cancer est devenu un véritable problème de santé publique en Algérie. Si le nombre de malades ne cesse d'augmenter, la prise en charge, elle, notamment en matière de radiothérapie, accuse toujours un retard et enregistre un sérieux déficit. «Dans la wilaya d'Oran, les rendez-vous pour une séance de radiothérapie sont programmés jusqu'en... 2018 alors que dans un centre privé de Constantine, le patient qui se présente à nous commence son traitement dans la semaine qui suit», a déclaré en marge du forum, le Dr Bali Mohamed-Salah, physicien médical au centre de radiothérapie privé Athena de Constantine.

«Il est vrai que le traitement n'est pas gratuit (entre 30 et 50 millions de centimes la cure de deux mois) mais la prise en charge rapide que nous assurons est la même que celle proposée dans les grands établissements à l'étranger. Quant au personnel, il est composé de professionnels expé-

mentés qui ont déjà fait leurs preuves dans les différents établissements publics du pays. Nous pouvons prendre en charge, sans problème, jusqu'à 1200 patients par an, avec une moyenne de 100 à 120 malades par jour» a-t-il ajouté.

Dans le nouveau plan anti-cancer soumis le 1er novembre 2013 par le P^r Zitouni au Président de la République et au Premier ministre, il est prévu de signer des partenariats entre les centres de radiothérapie privés et le ministère du Travail et la sécurité sociale pour diminuer la charge qui pèse sur les établissements publics à condition que le ministère supporte le coût des traitements. «Nous avons bien formulé des demandes auprès du ministère mais jusqu'à présent aucune réponse claire n'a été donnée. La sécurité sociale affirme que c'est au ministère de la Santé d'assumer les coûts de cette opération et vice versa. Entre-temps, c'est les malades qui les payent au prix de leur vie».

«On ne peut ignorer indéfiniment le secteur privé qui fait partie intégrante du système de santé algérien.



70% des chirurgies oncologiques s'effectuent dans le secteur privé dans notre pays et dans les pays développés, plus de 50% des centres de radiothérapie font partie du secteur privé. Il est temps que l'Etat assume ses responsabilités envers les malades atteints de cancer», a conclu le Dr Bali.

D^r FATIMA OUAQTI, DIRECTRICE TECHNIQUE DE LA PCH 42 % des achats de médicaments réservés aux anticancéreux

«42% des médicaments inscrits dans la nomenclature de la pharmacie centrale des hôpitaux sont des anticancéreux. Ce chiffre démontre que la PCH est extrêmement sensible à la situation des malades atteints de cancers. La PCH veille non seulement à assurer la disponibilité de ces médicaments mais aussi à acquérir les derniers traitements et les plus performants» a indiqué le D^r Ouakti Fatima, directrice technique à la PCH.

R. R.



DÉVELOPPEMENT RURAL DANS LES PAYS DU BASSIN MÉDITERRANÉEN : Les recommandations de la 6^e CIHEAM

Les participants au colloque sur le développement rural dans les pays du bassin méditerranéen tenu mardi à Alger ont souligné la nécessité de trouver des solutions aux problèmes liés aux changements climatiques et économiques pour développer les zones rurales et réaliser la sécurité alimentaire.

Les experts participant à cette rencontre qui se tient en prévision de la réunion des ministres de l'Agriculture des Etats membres du Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes (Ciheam), prévue jeudi prochain à Alger, ont mis en exergue l'importance d'adopter des nouvelles méthodes en matière de gestion des zones rurales de la Méditerranée et de les renforcer davantage en vue de la création de postes d'emploi et de la durabilité des ressources agricoles. A cette occasion, le secrétaire général du ministère de l'Agriculture et du développement local, Fodhil Ferroukhi a indiqué que les changements climatiques ont un impact sur les ressources agricoles d'où la nécessité, a-t-il dit, d'adopter des plans spécifiques pour y faire face tout en tenant compte de la diversité agricole, écologique, économique et culturelle de chaque région.

Il a estimé que les entraves agricoles et écologiques ainsi que le retard en matière de développement rural dans plusieurs pays membres du Ciheam, nécessite une révision des questions de la sécurité alimentaire et du développement rural, un aspect sur lequel l'Algérie a engagé un travail depuis 2009, a-t-il rapporté.

La concentration de la majorité des infrastructures économiques dans les grandes villes est souvent à l'origine de l'isolement et du taux important de chômage et de pauvreté enregistrés dans les zones rurales, ce qui a amené le ministère de l'Agriculture à se diriger vers ces zones, en vue d'améliorer le niveau de vie de la population, a ajouté M. Ferroukhi.

Abordant les grandes lignes de la politique nationale de développement rural, le même responsable a affirmé que l'Algérie œuvre actuellement à moderniser la production agricole, notamment les récoltes stratégiques, à travers la garantie d'un environnement adéquat et la concrétisation des programmes de développement rural intégré qui ont profité jusqu'à présent à plus d'un (1) million de familles. Dans une déclaration à l'APS, le secrétaire général du Ciheam a souligné que le développement de l'agriculture face à la hausse croissante du nombre d'habitants dans le monde exige de nouvelles idées et l'utilisation des nouvelles technologies. Il a estimé que la crise financière internationale a touché plusieurs secteurs ce qui exige, selon lui, l'examen des moyens de développer le secteur agricole à moyen terme et d'opter pour de nouveaux modèles de développement, d'autant, a-t-il dit, que la moitié de la population est concentrée dans les villes.

Pour sa part, le directeur du Ciheam a mis en exergue l'expérience de l'Algérie qui exploite ses propres moyens pour répondre aux aspirations de la population, notamment à travers le développement et la diversification de la production agricole, soulignant que l'association des producteurs de leurs familles représente une valeur ajoutée pour réaliser la sécurité alimentaire et assurer de meilleures conditions de vie.

Le président du conseil des ministres de l'Agriculture des pays membres de la Ciheam, Adel Beltiki a indiqué que la contribution de l'Algérie au développement des régions rurales dans le bassin méditerranéen permettra un développement soutenu du secteur de l'agriculture en vue de réaliser la complémentarité entre le Nord et le Sud.

Il a dans ce sens appelé les gouvernements des pays membres à la réalisation d'un développement rural réel qui repose sur les nouvelles technologies. La rencontre qui a vu la participation d'experts, chercheurs et représentants d'instances nationales et internationales spécialisées dans le domaine de l'agriculture sera sanctionnée par des recommandations qui seront soumises à la réunion des ministres de l'agriculture des pays membres de la Ciheam. Le Ciheam est une organisation intergouvernementale créée en 1962 afin de promouvoir la coopération multilatérale en méditerranée dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation, des territoires ruraux et de l'environnement dans le but de répondre aux besoins de développement dans la région.

Cette organisation regroupe 13 pays, en l'occurrence l'Algérie, la Tunisie, le Maroc, l'Égypte, le Liban, Malte, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Italie, le Portugal, la Turquie et l'Albanie.

APS

SELON LE RAPPORT DE LA COMMISSION
ISSUE DE LA TRIPARTITE

Production nationale: La politique de protection doit s'appuyer sur des instruments conformes aux règles de l'OMC

La politique de protection de la production nationale doit s'appuyer sur des instruments universellement reconnus et conformes aux règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), préconise dans son rapport le groupe de travail chargé de la protection et de la promotion de la production nationale, issu de la tripartite tenue en octobre dernier.

Le rapport qui doit être soumis à la prochaine rencontre de la tripartite prévue le 23 février, relève que cette politique doit être menée sur la base de cinq volets, à savoir le dispositif normatif, le contrôle de la conformité des produits à l'importation, la mise en conformité des activités d'importation pour la revente en l'état, l'encadrement des accords préférentiels et les défenses commerciales.

Ainsi, la normalisation, note le document, demeure le moyen optimal de protection de la production locale contre les produits non conformes ou contrefaits, eu égard à l'érosion tarifaire induite par les accords préférentiels et en prévision de l'adhésion de l'Algérie à l'OMC.

Le groupe de travail propose, dans ce cadre, d'élaborer des projets de règlements techniques de produits industriels selon un ordre de priorités. Il préconise aussi de définir les produits industriels pouvant faire l'objet d'un règlement technique en relation avec le thème de sécurité et de protection de l'environnement retenus par l'OMC comme objectifs légitimes.

Pour ce qui est du contrôle de la conformité des produits à l'importation, le groupe de travail suggère de soumettre les produits importés destinés à la revente en l'état à un marquage sur l'étiquetage des mentions obligatoires en arabe et interdire, pour les produits alimentaires importés, le rajout de mentions à l'aide du jet d'encre, d'impression à laser sur l'étiquetage informatif du consommateur.

«Ces restrictions ont pour objectif de restreindre l'importation de ces produits très concurrents à la production nationale et quelques super-



flus par rapport aux transferts qu'ils engendrent», souligne le rapport.

Nécessité d'encadrer les accords préférentiels

Dans le cadre de la mise en conformité des activités d'importation pour la revente en l'état, le groupe de travail propose de mettre en œuvre les dispositions du décret exécutif (13-141 du 10 avril 2013) fixant les modalités d'exercice des activités d'importation de matières premières, de produits et marchandises destinés à la revente en l'état.

Pour ce faire, on propose l'élaboration des textes d'application fixant les conditions et normes concernant les infrastructures exigées pour l'exercice de cette activité.

S'ajoute à cela la contractualisation des importations destinées à la revente en l'état à l'exclusion des produits de large consommation et des matières premières.

Concernant l'encadrement des accords préférentiels, le groupe de travail préconise l'élargissement des attributions du comité ad hoc interministériel chargé de la promotion de la production nationale, installé en juin 2012 afin de répondre aux préoccupations des opérateurs producteurs rencontrant des difficultés à protéger leur filière face à l'érosion tarifaire.

Le groupe de travail propose également d'identifier des produits sensibles dont les niveaux d'importation portent préjudice à la production nationale et intégrer les produits identifiés dans la liste grise soumise à l'avis préalable des secteurs pour en bénéficier de la franchise.

S'agissant des politiques de défenses commerciales à adopter, il est

proposé l'institution d'un comité intersectoriel piloté par le ministère du Développement industriel et de la promotion de l'investissement afin de procéder au recensement des besoins de protection du tissu industriel national.

Aussi, le document préconise de procéder à l'évaluation du dommage causé aux branches de production nationale par l'accroissement des importations notamment avec l'insuffisance du niveau des barrières tarifaires en vigueur.

Pour les aspects liés au tarif et à la valeur en douane, le groupe propose de diligenter l'éclatement tarifaire vers des sous positions à 10 chiffres permettant de mieux ventiler les produits selon la destination et d'activer les mécanismes de contrôle de l'origine permettant de vérifier la véritable provenance des produits importés en franchises de droits de douane.

Réduire les taux de douanes pour les collections importées par les PME actives dans la sous-traitance industrielle automobile et qui s'engagent à intégrer des pièces et composants locaux dans la fabrication du produit final a été également préconisé.

Le groupe de travail propose également la rationalisation de l'activité industrielle de montage par des mesures réglementaires encourageant une intégration importante favorisant la remontée des filières et le transfert de savoir-faire, soulignant la nécessité de procéder au renforcement du contrôle technique des importations de véhicules de tourisme à travers un cahier des charges restrictif et révisable, au plan normatif, opposable aux importateurs de véhicules.

DÉVELOPPEMENT RURAL INTÉGRÉ

Le secrétaire général du ministère de l'Agriculture et du développement rural, Fodhil Ferroukhi a annoncé mardi à AL-

11.000 km pour faciliter la circulation de la population et la plantation de plus de 275 000 arbres forestiers et fruitiers. Selon les données du ministère de l'Agriculture,

Mise en œuvre de 8 200 projets de proximité

9 203 projets de proximité de développement rural intégré à travers le pays sur un total de 12.000 projets inscrits, et l'adoption de 9 000 projets, dont le lancement aura lieu prochainement.

Dans une déclaration à l'APS, en marge du séminaire technique sur le développement rural en Méditerranée, M. Ferroukhi a souligné que ces projets sont destinés à plus d'un (1) million de familles, dans l'objectif d'améliorer les conditions de vie de la population rurale, à travers la valorisation des ressources et produits locaux. Ces projets visent également à encourager les familles à pratiquer l'activité agricole et à s'installer dans les régions rurales, à la faveur de la réalisation d'infrastructures publiques, le forage de puits, l'ouverture de routes avec la réalisation jusqu'à la fin 2013 de plus de

mois de novembre dernier, dont 7.800 ont été effectivement lancés. Les projets de proximité sont répartis sur l'ensemble du territoire national, avec 4 029 pour les wilayas du nord, 2 929 pour celles des hauts plateaux, contre 864 projets réalisés dans les wilayas du sud, selon le ministère de l'Agriculture qui estime à 5,4 millions le nombre de bénéficiaires du nombre global de ces projets.

Outre les projets de proximité de développement rural intégré, le ministère veille à la concrétisation des projets de proximité de lutte contre la désertification qui ont fait l'objet des contrats de performance, signés en 2009 avec les wilayas pour la période 2009-2014.

LAMARA LATROUS, PRÉSIDENT DE L'UAR

Le chiffre d'affaires de la branche des assurances de personnes en Algérie a enregistré une hausse de 13% en 2013 par rapport à 2012 avec près de 7,8 milliards (mds) de DA, a indiqué Lamara Latrous, président de l'Union des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR).

Hausse du chiffre d'affaires de la branche des assurances de personnes en 2013



«Le marché des assurances a produit 111 mds DA en 2013 dont près de 7,8 mds DA proviennent des assurances de personnes (AP) contre 6,9 mds en 2012, soit une évolution de 13 % du chiffre d'affaires d'une année sur l'autre», a souligné M. Latrous dans un entretien à l'APS.

Cette évolution a fait dire à ce responsable que «les AP ont évolué raisonnablement en 2013» tout en rappelant que cette production était de 1,5 mds DA en 2011 qui correspond à la première année de la séparation de l'activité des assurances de personnes de la branche dommages des compagnies d'assurances.

«En 2014, il est attendu un chiffre d'affaires d'au moins 10 mds DA avec une nouvelle croissance à deux chiffres pour les AP», a souligné M. Latrous.

Malgré ces perspectives, a-t-il poursuivi, ce ne sont pas toutes les compagnies d'assurances qui ont saisi l'opportunité de création des filiales AP.

«Seulement sept des 23 compagnies ont franchi le pas, deux années et demi après la décision du ministère des Finances de séparer les assurances dommages et des personnes», a-t-il précisé.

Il s'agit de Caarama, SAPS, TALA, le mutualiste et Macir-vie, respectivement filiales de la CAAR, de la SAA et de MACIF, de la CAAT, de la CNMA et de la CIAR. Cardif El Djazair, filiale de BNP Paribas et AXA activent aussi sur le marché national des assurances des personnes.

Les assurances décès, soins médicaux et retraité complémentaire demandés

Selon M. Latrous, les produits de prévoyance et de santé «sont les plus demandés par les entreprises qui protègent leur personnel notamment en matière de décès, de soins médicaux et de retraité complémentaire».

«Il est attendu, à l'avenir, que les compagnies diversifient leurs produits notamment en matière d'épargne à long terme, de retraite complémentaire et les produits de prévoyance sociale (maladies et frais médicaux) et de santé. Elles devront offrir plus de garanties et une meilleure protection», a souligné M. Latrous. Ce dernier déplorait l'absence de produits «attractifs»

au niveau boursier et sur le marché financier pour vendre les produits d'épargne et de capitalisation compte tenu «du faible taux de rendement».

Ces difficultés n'empêchent pas les compagnies de récolter pour certaines d'entre elles des milliards DA dans les AP. Ainsi les directeurs généraux de Caarama et du Mutualiste entendent bien développer leur chiffre d'affaires dans cette branche.

Le directeur général de Caarama, Mokhtar Naouri affirme que 1,7 mds de DA est généré par cette activité en 2012 alors que la prévision de clôture pour 2013 est de près de 2 milliards de DA, soit une part de près de 25% du marché des assurances de personnes.

En 2014, l'assurance de personnes devrait générer 2,2 milliards DA pour Caarama, selon ce responsable.

Ces potentialités font dire à M. Naouri qu'il existe en Algérie une offre concurrentielle dans les assurances de personnes et ce malgré l'étroitesse du chiffre d'affaires. Toutefois, sa compagnie «reste à l'écoute de ce qui se fait chez les autres assureurs afin de conquérir, entre autres, l'énorme potentiel représenté par les employés des entreprises».

Un comité d'innovation produits a été créé au sein de la société pour mener une réflexion afin d'adapter les produits et en créer de nouveaux.

Pour l'instant, les compagnies proposent des contrats d'assurances de personnes dans des niches où il y a déjà une obligation d'assurance comme l'assurance voyage rendue obligatoire pour l'obtention de visas, l'assurance-crédit exigée par les banques ou encore l'assurance santé proposée en tant que produit d'accompagnement pour les entreprises.

La filiale a commencé par proposer l'assurance groupe, la temporaire décès (délimité par l'âge de l'assuré) et l'assistance voyages.

M. Naouri a fait état de l'activité du comité innovation qui a dégagé deux projets concrétisés mais pas encore vendus alors que d'autres produits sont en gestation. La compagnie pourrait proposer aux clients des opérateurs de téléphonie mobile un moyen de paiement de la facture par un assureur et éviter les impayés en cas d'une hospitalisation

d'un client à l'étranger. Les contrats de vente et contrats de promesse de vente en cas de décès de l'acheteur sont aussi cités comme des pistes de nouvelles offres ce qui permettrait d'élargir l'offre des produits en assurance.

Les AP vont se développer dans le créneau de la santé

De son côté, M. Mohamed Rafik Benelmouffok, directeur général du Mutualiste indique que «dans sa politique de développement, la compagnie dégage plusieurs axes à promouvoir», à savoir la retraite complémentaire, le crédit, la santé, l'assurance voyage et contre les accidents. Ce dernier point concerne une protection individuelle contre les accidents professionnels ou autres avec des avantages tarifaires «indiscutables».

La compagnie a aussi obtenu un visa pour commercialiser le produit de remboursement de crédit pour couvrir les emprunteurs en cas de décès ce qui soit pour l'immobilier ou le matériel agricole.

La filiale a mis en place un programme «pour développer les produits et les adapter aux besoins des partenaires», a-t-il dit, ajoutant qu'il table sur un chiffre d'affaires de 800 millions de DA en 2014 et 1,2 milliard DA en 2015 contre 600 millions en 2013.

Selon M. Benelmouffok, «les AP vont se développer dans le créneau de la santé et de la prévoyance même s'il y a quelques contraintes».

Par ailleurs, d'autres facilités sont offertes par l'Etat à travers des avantages fiscaux.

«Nous allons développer des produits en hospitalisation en milieu privé pour des opérations qui ne sont pas trop lourdes comme la maternité», a-t-il encore signalé, et ce à côté de la radiologie (scanner, IRM), des analyses médicales, de l'optique médicale et de la prothèse dentaire.

La compagnie a déjà signé des conventions avec des organismes public et privé dans ces secteurs.

Enfin, les compagnies entendent aussi développer cette assurance par le biais des applications sur facebook, tablettes et smartphones en plus des devis obtenus sur leurs sites.

ILLIZI

721 micro-entreprises créées en 2013

721 micro entreprises artisanales ont été créées en 2013 dans la wilaya d'Illizi et généré plus de 1 420 emplois permanents, a-t-on appris hier auprès de la chambre de l'artisanat et des métiers. Ces entités sont versées dans divers segments de l'artisanat, notamment dans les domaines de la bijouterie traditionnelle, des métiers d'art, de la vannerie et de l'habit traditionnel, a révélé le directeur de la chambre de l'artisanat, Abdelhafid Ghouila. Le même responsable a indiqué que l'augmentation du nombre de bénéficiaires des services de la chambre de l'artisanat et des métiers par rapport aux années précédentes, s'explique par les facilités et encouragements de l'investissement préconisés par l'Etat telles que l'exonération des intérêts sur les prêts, l'intégration de la carte d'artisan dans le dossier du micro crédit ainsi que l'intensification des campagnes de sensibilisation effectuées périodiquement.

Durant la même période, 30 pensionnaires des établissements pénitentiaires ont bénéficié d'une formation sur les modes de création et de gestion d'une micro entreprise, dispensée par un encadreur agréé du bureau international du travail. 79 autres pensionnaires ont reçu des diplômes de qualifications dans le but de faciliter leur insertion socioprofessionnelle, selon la même source. Une vingtaine de femmes artisans de Djinet ont bénéficié, de leur côté, d'une session de formation dans la vannerie.

Dans le cadre du programme promotionnel de la chambre de l'artisanat de la wilaya d'Illizi, une opération de réalisation et de construction de vitrines d'exposition des produits d'artisanat est en cours au niveau du bureau de Poste.

Lancée au chef-lieu de wilaya, cette opération sera généralisée aux autres communes de la wilaya.

ENERGIE RENOUVLABLE

Premier recul historique de l'éolien mondial en 2013

Les installations de nouvelles éoliennes dans le monde ont baissé en 2013 pour la première fois de l'histoire du secteur, retombant en dessous du niveau affiché en 2009, a annoncé mercredi le Conseil mondial de l'énergie éolienne (Gwec).

L'an dernier, des éoliennes représentant une capacité totale de production électrique de 35,467 mégawatts ont été installées à travers le monde, soit 22% de moins qu'en 2012, selon les données de la fédération du secteur.

Le parc installé a affiché une croissance de «seulement» 12,5% contre 18,8% en 2012, selon le Gwec. Les capacités éoliennes dans le monde ont pour la première fois dépassé le cap des 300 gigawatts (318,1 GW au 31 décembre), cinq ans après avoir passé les 100 GW. En Europe, le nombre d'installations a baissé de 8%, «mais avec une concentration malsaine du marché sur deux pays, l'Allemagne et le Royaume-Uni», a souligné le secrétaire général du Gwec, Steve Sawyer. En 2013, quelque 45,4% des nouvelles capacités éoliennes ont été installées en Chine (16,1 GW), selon le Gwec, devant l'Allemagne (3,2 GW), le Royaume-Uni (1,9 GW), l'Inde (1,7 GW), le Canada (1,6 GW) et les Etats-Unis (1,1 GW). La France, où 2013 a été catastrophique dans l'éolien avec environ 0,6 GW installé, est sortie du top 10 mondial, tout comme l'Espagne, qui a drastiquement coupé ses aides aux énergies renouvelables. En cumulant les parcs éoliens par pays, la Chine accroit sa première place avec 91,4 GW de capacité installée. Suivent les Etats-Unis (61,1 GW), l'Allemagne (34,2 GW), l'Espagne (23,0 GW), l'Inde (20,1 GW), le Royaume-Uni (10,5 GW), l'Italie (8,6 GW) et la France (8,3 GW), au huitième rang mondial.

APS

FORMATION PROFESSIONNELLE

Accord pour la prise en charge d'apprentis par des entreprises industrielles

Sept conventions portant sur la prise en charge d'apprentis-stagiaires seront signées prochainement entre la direction de la formation professionnelle de la wilaya d'Alger et des entreprises du secteur industriel, a affirmé hier le directeur de l'industrie de la wilaya, Hamou Benabdallah. Ces conventions seront paraphées avec trois entreprises industrielles du secteur public, dont la Sni (Société nationale des véhicules industriels) et quatre entreprises privées, a-t-il précisé à l'APS. D'une durée de trois ans reconductibles, ces accords permettront aux apprentis inscrits dans les centres et les instituts de formation de la wilaya d'Alger de bénéficier d'un stage pratique et éventuellement d'une embauche à la fin du stage, a souligné pour sa part le directeur de la formation professionnelle de la wilaya, Ahmed Zegnoun.

D'une capacité de 40 000 places pédagogiques, le secteur de la formation professionnelle à Alger accueille ac-

tuellement 37.500 stagiaires dans 11 instituts et 48 centres, a-t-il précisé.

La direction de la formation professionnelle de la wilaya a conclu, depuis 2013, dix conventions de partenariat avec des opérateurs économiques de plusieurs branches d'activités, a-t-il dit, notant que les secteurs du bâtiment et travaux publics (Btph) et de l'industrie sont les plus demandeurs en main-d'œuvre qualifiée.

L'agence de wilaya de l'emploi (Awem) a placé près de

27.500 travailleurs en 2013 en majorité dans le secteur privé des services, de l'industrie et du Btph, dont 25.846 ont des contrats à durée déterminée (CDD), indique un bilan de la direction de l'emploi de la wilaya.

30% des chercheurs d'emploi placés à Alger l'année dernière par les bureaux de main-d'œuvre ont subi des stages dans les instituts et centres de formation professionnelle, a précisé M. Zegnoun.

APS

NAÂMA Plus de 40 quintaux de kif saisis à El Biodh

Plus de 40 quintaux de kif traité ont été saisis ces dernières quarante-huit heures dans la région d'El-Biodh (Naâma), par une brigade mixte, Douanes-ANP, a-t-on appris hier auprès de la direction régionale des Douanes à Bechar.

Cette saisie a été opérée lors d'une patrouille de surveillance des zones frontalières, qui a permis de découvrir dans une zone désertique un véhicule tout terrain abandonné, avec à son bord plus de 40 quintaux de kif traité, a-t-on précisé de même source.

Une enquête a été ouverte pour déterminer la provenance de cette importante quantité de drogue, sa destination et les auteurs de ce trafic, a-t-on souligné.

MOSTAGANEM Saisie de pièces archéologiques

Des pièces archéologiques ont été saisies par la police judiciaire de la sûreté de wilaya de Mostaganem et remises à la direction de la culture de la wilaya pour expertise.

Les unités de la police judiciaire ont saisi 6 pièces de monnaie anciennes qui remontent à l'époque romaine à l'exception d'une seule datant de l'époque islamique et 9 statuettes représentant des personnalités de civilisations antiques, a précisé mardi un communiqué des services de la police judiciaire de la wilaya de Mostaganem.

Selon la même source, les faits remontent à la fin janvier 2014 lorsque les services de la police judiciaire de la sûreté de wilaya de Mostaganem ont reçu des informations selon lesquelles des pièces archéologiques seraient exposées à la vente par un individu. Sur la base de ces informations, la police judiciaire a mené une enquête qui s'est soldée par la saisie des pièces qui ont été remises à la direction de la culture de la wilaya de Mostaganem pour expertise. La Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) qui «accorde un intérêt particulier à la préservation du patrimoine national», a mis en place 16 équipes spécialisées dans ce domaine au niveau de certaines wilayas du pays à l'instar de Tipaza, Alger, Sétif, Batna et Guelma, a indiqué la même source. Ces unités ont enregistré des résultats très satisfaisants avec 53 affaires traitées qui ont permis la récupération de 686 pièces archéologiques entre 2008 et 2011.

ALGER Elle tue sa belle-mère

L'affaire est jugée en session criminelle en ce mois de février 2014, au tribunal d'Alger, les faits remontent au mois de novembre 2012. Comme à l'accoutumée, une dispute violente éclate entre la belle-mère, Ouardia, et sa bru, Razika, âgée de 28 ans.



Suite à une dispute avec sa belle-mère, Razika se saisit d'un couteau et poignarde Ouardia sa belle-mère. Razika est arrêtée par les éléments de la police judiciaire.

Au moment de son arrestation, elle ne nie pas les faits. Elle comparait devant le tribunal d'Alger pour homicide volontaire. La coupable n'ose affronter ni l'assistance ni les membres de la cour. Elle a honte de son acte et on le voit tout de suite, à son attitude. Sur son visage, on

lit le désarroi, mais aussi une terrible gêne. Dans le box des accusés, la prévenue dira qu'elle n'avait nullement l'intention de tuer sa belle-mère.

«Je ne savais pas ce que je faisais», elle ajoute que sa belle-mère l'a provoquée en la poussant dans la rue.

Le représentant du ministère relate les faits contenus dans le dossier et met l'accent sur la gravité des faits. Il requiert la peine de 15 ans de réclusion criminelle.

Pour l'avocat de la défense, il s'agit d'une provocation de la belle-mère. A la fin de la plaidoirie, il demande à ce qu'elle bénéficie des circonstances atténuantes.

A la fin des délibérations, le tribunal criminel d'Alger n'accorde aucune circonstance à l'accusée et la condamne à la même peine prononcée par le ministère public : 15 ans de réclusion criminelle.

A. Ferrag

GRÈVE DES ÉTUDIANTS À M'SILA : Ils réclament l'accès au Master

Les étudiants de gestion urbaine de l'Université de M'Sila sont en grève depuis la troisième semaine jusqu'à la satisfaction totale de leur seule et unique revendication, à savoir, l'accès de tous les étudiants issus du nouveau système LMD au master sans

condition, selon les représentants des manifestants.

Et de poursuivre : «La situation est très alarmante et notre cursus est menacé à ce stade de cycle en raison de l'absence d'un master.» «Ce n'est pas notre faute si on est en LMD», rappellent-ils

Pour attirer l'attention des responsables du rectorat, les contestataires ont accroché sur les murs plusieurs banderoles et pancartes sur lesquelles était inscrit : «Master», c'est notre droit.

Devant le silence affiché par les responsables concer-

nés, «Faire la grève est la dernière carte à jouer pour faire valoir nos droits», indiquent nos interlocuteurs qui précisent que leur mouvement de grève va se poursuivre jusqu'à satisfaction de leur seule revendication.

Mouad B.

GHARDAÏA Plus de 81 locaux incendiés dans les échauffourées depuis la mi-janvier

Quatre-vingt et un (81) locaux à caractère d'habitation et commercial ont été incendiés et plus d'une cinquantaine saccagés et vandalisés, depuis le déclenchement des échauffourées à Ghardaïa à la mi-janvier, a-t-on appris hier auprès des services de la wilaya.

Soixante-dix habitations et onze locaux commerciaux, situés dans les communes de Daya Ben Dahoua, Ghardaïa et Bounoura, ont subi des dégradations avancées, a-t-on indiqué.

«Ces locaux seront expertisés par des spécialistes du contrôle technique de construction (CTC) et des agents des directions de l'urbanisme et du logement pour déterminer leur degré de dégradation, avant d'entamer les opérations de restauration et de réhabilitation», ont fait savoir les mêmes services.

«Les propriétaires des habitations partiellement dégradées et classées par les services du CTC recevront une aide financière pour la réhabilitation de leurs logements», a-t-on ajouté.

Pour ce qui est des habitations les plus touchées, les pouvoirs publics, par le biais de la Direction du logement et des équipements publics (DLEP) et de l'Agence de développement social (ADS), «ont mis en

place une série de mesures visant la prise en charge des habitations qui nécessitent un confortement de l'assise des murs d'enceinte, le renforcement des bases des murs par la maçonnerie de pierres, et la reprise et la consolidation des points névralgiques et des effondrements de la maçonnerie en élévation des habitations», explique la même source.

«Les pouvoirs publics ont également prévu la réfection des logements partiellement saccagés, particulièrement par la reprise de leurs éléments détruits ou cassés». Quatre autres logements et treize locaux commerciaux, incendiés dans la localité de Berriane qui a aussi connu des échauffourées dernièrement, seront également restaurés. Pour rappel, certains quartiers de Ghardaïa et de Berriane ont connu, en janvier dernier, des échauffourées et heurts sporadiques et récurrents entre des groupes de jeunes ponctués par des actes de vandalisme de pillage et d'incendie de locaux à usage d'habitation ou commercial.

Plusieurs actions visant à rétablir le calme dans la région par le dialogue et le rapprochement ont été entreprises par de nombreuses personnalités politiques, religieuses et sportives.

TIZI-OUZOU Bagarre à couteaux tirés au lycée d'Aït Aïssa Mimoun

La cour du nouveau lycée de la commune d'Aït Aïssa Mimoun a été hier le théâtre de violences entre des bandes d'extra. Durant toute la matinée, l'établissement a abrité une violente bagarre qui a éclaté entre des groupes de lycéens permettant à des extras de faire intrusion avec des armes blanches. Des témoins racontent des scènes de violences inouïes. Des élèves encore sous le choc faisaient état de bandes rivales qui se sont adonnées à de actions des plus sauvages. Le choc provoqué par la vue de ces scènes de violence extrême a empêché beaucoup de lycéennes de poursuivre leurs cours. Des parents d'élèves ont tenu à dénoncer cette situation. D'autres pointaient du doigt les autorités locales qu'ils accusent de laxisme envers les bandes en question. Certains citoyens affirmaient d'ailleurs que les auteurs des bagarres au début de l'année scolaire n'ont jamais été inquiétés. Bien au contraire, ce sont les lycéens qui ont souffert de leurs menaces. La situation inquiétante au plus haut degré a conduit les élèves à lancer des cris de détresse. Des mouvements de grève ont alors été initiés mais sans résultat.

K.N.A

TIARET Un père tue ses enfants de 5 et 7 ans à Ksar Chellala

Un père de famille âgé de 37 ans a tué, mardi soir, ses deux enfants âgés de 5 et 7 ans par plusieurs coups de couteau, pendant qu'ils dormaient dans leur domicile dans la daïra de Ksar Chellala (Tiaret), a-t-on appris

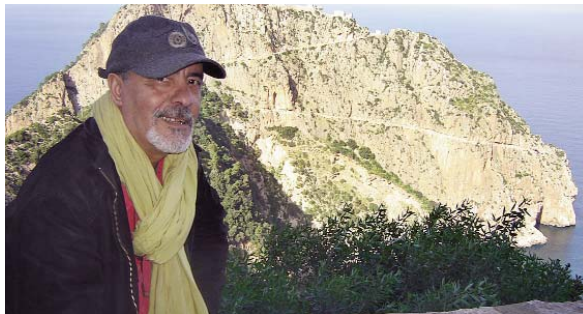
hier auprès du chef de service de police judiciaire de la sûreté de wilaya de Tiaret. L'infanticide a été commis sur une fillette de 7 ans et un garçon de 5 ans (les aînés). La mère était absente cette nuit-là avec

deux autres de ses enfants. La même source a ajouté que l'auteur du double meurtre s'est rendu aux services de la sûreté de Ksar Chellala qui ont ouvert une enquête.

APS

«Ternennou»

En exclusivité à DK NEWS, Djamel Allam fait part de son projet de long métrage «déjà en chantier» en termes d'écriture scénaristique.



Arslan-B

Pour rappel, l'interprète, auteur-compositeur acteur et réalisateur a obtenu, pour son court métrage intitulé «Banc public», le trophée «Olivier d'or» au festival du film amazigh de Tizi Ouzou en avril 2012. L'artiste béjaoui nous offre la primeur : Le «synop»

...Un élan affectif à la fois irrépréhensible et irrédicible que celui du petit Samir envers «Ternennou», son mouton chétif...

Esquisse d'un projet de long métrage par Djamel Allam

Synopsis : il s'agit de l'histoire d'une relation affective d'une telle intensité entre un garçon d'une dizaine d'années et son petit maigrichon de mouton, qui s'est tissée par la force de la proximité, régulière, constante et quasiment ininterrompue entre les deux êtres, au fil des heures, des jours et des mois... Bien entendu, ce mouton était celui que les pa-

rents du gamin avaient consenti à acquiescer, «Quitte à s'endetter pour ce faire ! Tant il importait de ne surtout pas frustrer notre enfant...», avaient donc décidé Kader et Samia qui, au préalable, avant la prise de décision d'acheter un mouton (en fait d'abord destiné au sacrifice d'Abraham de l'Aïd El Adha), s'étaient concertés «à huis clos» (du moins croyaient-ils !) à ce propos dans la salle de séjour de leur appartement, loin d'imaginer que leur fils, par la porte entrebâillée de sa chambre, avait incidemment écouté toute leur conversation. Le mouton, enfin acquis, est à la maison, au grand bonheur du petit Samir. Et comme de bien entendu, c'est à ce dernier qu'est dévolue la mission ô combien tout à la fois délicate et passionnante de prendre en charge la vie quotidienne de «Ternennou» et ce dans tous ses aspects : alimentation, promenades (sorties et rencontres avec d'autres moutons des autres garçons de la cité, etc.). Autant de péripéties et autres situations, toutes

génératrices de pulsions, d'émotions enchevêtrées, de comportements aux stigmates d'inconscience et d'absurdité, quelquefois, souvent «dictés» par un mode et un code de vie consensuels qui régissent la société et subrepticement instaurés depuis au fil des siècles... Une société aux multiples déboires, consommateurs et assumés, «transformés»... Des travers, des contradictions, des aberrations cependant étrangement irréfragables, tant elles ne sont plus guère le seul apanage d'un groupuscule, mais de presque la majorité des gens, que l'auteur, le réalisateur et metteur en scène en l'occurrence Djamel Allam- ne manquera pas de mettre (même subtilement !) en exergue. Une histoire palpitante et non moins pathétique réunissant, certes, un petit garçon affectueux et un mouton, mais qui se veut également un voyage à travers des us et coutumes, des pratiques, des convenances sociales bien enracinées, une histoire avec, aussi, ses...moutons de Panurge !

La dimension linguistique du long métrage «Ternennou»

Il est à noter que l'originalité du projet de long métrage envisagé (et déjà mis en branle, entièrement conçu et suivi par Djamel Allam) réside, au plan linguistique, notamment, dans cette «option» délibérée pour la «réalité linguistique», en ce sens qu'il (L'auteur) a décidé de laisser ses protagonistes «ouvrir leurs

vannes», désormais abso- lument libres de s'exprimer comme ils ont le réflexe et l'habitude de le faire dans la vie quotidienne. Libérés, en somme.

Ceci tant il est connu qu'à Béjaïa, particulièrement, l'on passe aisément, du moins chez certaines anciennes familles «de souche», du parler

«kabyè» de la région à l'Arabe dialectal béjaoui, en transitant par le Français. Une sorte de «créole»... Réalisme oblige, donc.

Toutefois, le sous-titrage en arabe, en français et en Anglais est aussi un autre engagement de Djamel Allam.

A. B.

GUERRE D'ALGÉRIE

Des historiens réitèrent la demande de l'ouverture des archives aux chercheurs

Des historiens algériens ont réitéré mardi à Alger la nécessité de confier l'écriture de l'histoire liée à la guerre de libération nationale aux spécialistes nationaux et d'ouvrir, préalablement, les archives sur cette période à l'adresse des chercheurs.

Au cours d'une rencontre animée par un groupe d'académiciens, Fouad Soufi, historien et chercheur au Centre de recherches en anthropologie sociale et culturelle d'Oran (Crasc) a insisté sur la connaissance de l'histoire en tant qu'élément «fédérateur» et ciment de l'unité nationale.

Abordant la dimension «scientifique» de l'histoire, le directeur du Centre national de recherche préhistorique anthropologique et historique (Cnrapah) a souligné l'importance d'appliquer les méthodes académiques «appropriées» pour l'exploitation «objective» de tout support archivé aux fins de reconstitution de cette partie de l'histoire de l'Algérie.

«L'écriture de l'histoire se fait par étapes, par souci d'une connaissance progressive et sûre de la vérité» historique, affirme Slimane Hachi, par ailleurs anthropologue.

L'historien et sociologue Abdelmadjid Merdaci a pour sa part plaidé pour l'ouverture des archives aux chercheurs afin que l'histoire de la lutte pour l'indépendance nationale soit «écrite par des plumes algériennes» et selon une «approche académique». A propos de l'exploitation des archives, Omar Hachi, ancien directeur des archives de la wilaya d'Alger, a rappelé que la consultation de documents et autres supports historiques «qui demeurent une production de l'Etat», ne pouvaient être «possible qu'entre 25 à 100 ans» après les faits, suivant la pertinence des documents et tenant compte de leurs «effets rétroactifs».

Ces historiens ont par ailleurs invité les détenteurs privés d'archives sur l'histoire de la guerre d'indépendance à dépasser leurs appréhensions et à remettre (ces archives) aux institutions de l'Etat afin de les prémunir contre la déperdition.

UNE L'INITIATIVE DE L'UNITÉ DE RECHERCHE SUR LA CULTURE

30 conférenciers participeront au prochain colloque international sur Abdelkader Alloula

Une trentaine de conférenciers sont attendus au prochain colloque international sur Abdelkader Alloula, prévu les 10 et 11 mars à Oran, à l'initiative de l'Unité de recherche sur la culture, la communication, les langues, les littératures et les arts (Uccla) relevant du Centre national de recherche en anthropologie sociale et culturelle (Crasc).

Programmée dans le cadre de la commémoration de la 20ème année de la disparition tragique du regretté dramaturge, cette manifestation scientifique se tiendra sous le thème générique «Le théâtre d'Abdelkader Alloula (1939-1994)».

le texte et la scène», a précisé à l'APS le président du comité d'organisation, Mohamed Hira Baghdad.

Une trentaine de spécialistes du 4ème Art, issus de différentes universités du pays et de l'étranger interviendront à cette occasion avec des conférences mettant en relief l'importance de l'œuvre de feu Alloula, à indiquer

M. Baghdad, également chercheur permanent à l'Uccla. Les communications, a-t-il expliqué, seront consacrées à différents volets du legs artistique de l'auteur, metteur en scène et comédien que fut Alloula, à savoir le texte et l'intertextualité, le travail d'adaptation, la scénographie, le personnage et sa théâtralisation, les niveaux de la langue théâtrale, la réception théâtrale, la dimension locale et universelle, et la traduction. Ce colloque sera aussi marqué par l'animation de quatre ateliers thématiques suivis d'une table-ronde réunissant plusieurs personnes ayant côtoyé l'auteur de la trilogie «Lagoual», «El-Ajouad» et «El-Litham», entre autres pièces célèbres.

Cette rencontre est initiée par l'Uccla, relevant du Centre national de recherche en anthropologie sociale et culturelle (Crasc), basé à Oran, en partenariat avec la Fondation Abdelkader Alloula qui prévoit d'autres activités culturelles du 13 au 15 mars en hommage au regretté dramaturge.

POUR LES 100 ANS DE CHARLOT

«Footlights», un livre inédit de Chaplin édité en Italie

«Footlights», unique roman de Charlie Chaplin, a été édité par la Cinémathèque de Bologne (Italie), chargée de la numérisation des archives personnelles du cinéaste, à l'occasion des 100 ans de la naissance du personnage de Charlot, annonce l'institution italienne sur son site.

Le réalisateur et acteur britannique a écrit son seul ouvrage, qui devait être présenté mardi soir à Londres, en 1948, quatre ans avant le grand succès des «Feux de la rampe», dont le scénario s'inspire du livre.

Resté inédit pendant 60 ans et conservé au sein du fonds Chaplin, l'unique ouvrage de Charlie Chaplin paraît pour la première fois, en anglais, aux éditions de la Cinémathèque de Bologne, chargée de numériser les quelque 1 500 documents personnels de Chaplin, parmi lesquels se trouve le roman. Emouvant par sa vitalité, son équilibre narratif, sa liberté, et une

écriture proche de celle de Dickens, «Footlights» raconte l'histoire d'une danseuse et d'un clown, qui a trouvé son origine dans la «brève mais décisive rencontre» entre Chaplin et le danseur et chorégraphe russe Nijinsky en 1916, selon le biographe David Robinson.

Le livre est illustré de documents et de photos inédits provenant du fonds Chaplin ainsi que de rares iconographies du Londres des années 1920, à l'époque de la jeunesse de Chaplin et de sa formation d'acteur.

La sortie, lundi, de la version restaurée de «La rue vers l'or» (1925) par la Cinémathèque de Bologne coïncide avec le début des célébrations en Italie du centenaire de la naissance du vagabond moustachu, coiffé de son éternel chapeau melon, la main vissée à sa canne.

APS

Insomnie



Une nouvelle étude menée sur des mouches drosophiles montre que l'horloge biologique, qui contrôle notre rythme veille/sommeil, peut être manipulée par des vibrations.

Les insomniaques auraient un cerveau moins performant que les autres

Les mauvais dormeurs qui luttent pour trouver le sommeil la nuit pâtissent de ces insomnies le jour avec des problèmes de mémoire et un manque de réactivité.

On sait que le manque de sommeil joue défavorablement sur notre humeur et nos performances. Des chercheurs de l'Université de Californie à San Diego aux États-Unis viennent de démontrer que les personnes qui peinent à fermer l'œil de la nuit mémorisent moins bien les choses que les autres. Dans la revue *Sleep*, ils expliquent avoir comparé à l'aide de l'imagerie à résonance magnétique (IRM) le fonctionnement cérébral de 25 personnes souffrant d'insomnie à celui de 25 bons dormeurs.

Les IRM ont été réalisées pendant que les participants passaient des tests de mémoire. «Nous avons découvert que les insomniaques n'activent pas correctement les régions cérébrales essentielles à la réalisation de tâches de mémorisation. Et ils ne débloquent pas les régions cérébrales non nécessaires à ces tâches», résume le professeur Sean Drummond, un des co-auteurs de l'étude, cité par la BBC.

En d'autres termes, chez les personnes en manque de sommeil, le fonctionnement du cerveau n'est pas optimisé comme il devrait l'être. «Cette donnée nous aide à comprendre que les insomniaques n'ont pas seulement des difficultés à dormir, mais leur cerveau ne fonctionne pas efficacement la journée».

Les chercheurs s'interrogent encore sur la cause exacte du phénomène : est-ce l'insomnie qui entraîne ce dérèglement cérébral ou bien le dysfonctionnement cérébral qui est à l'origine de cette insomnie ? De prochaines études pourront peut-être apporter un début de réponse. En France, une personne sur trois déclare souffrir d'un trouble du sommeil. 15 % disent rencontrer des problèmes d'insomnie. Le travail est cité comme la cause numéro un du manque de sommeil, selon une étude de l'INPES (Institut national de prévention et d'éducation pour la santé) en 2008.

L'horloge biologique peut être modifiée par des vibrations

Le rythme circadien, cette horloge biologique qui contrôle plusieurs fonctions de l'organisme (comme le sommeil), est influencé par des paramètres comme les variations de température ou de lumière. Il semblerait qu'il soit possible de manipuler notre rythme biologique grâce à des vibrations. C'est ce qu'ont découvert des chercheurs britanniques de l'University College London et de la Queen Mary University en

faisant l'expérience sur des mouches drosophiles.

Dans la revue *Science*, les spécialistes expliquent que l'exposition de la mouche à un cycle de 12 heures de vibration puis de silence suffit à synchroniser son horloge interne avec des activités quotidiennes précises.

"L'horloge biologique est réglée, chez la mouche, non seulement par le cycle quotidien de la lumière et de la température, mais aussi par

des stimuli mécaniques qui excitent des récepteurs sensoriels dans le corps", explique le Dr Joerg Albert, auteur principal de l'étude, cité par *Naturalworldnews.com*.

Une piste pour soigner l'insomnie

Cette découverte est prometteuse car chez les humains elle implique que certaines maladies liées à un dérèglement de l'horloge biologique pourraient être soi-

gnées avec une thérapie par vibrations.

"Nos expérimentations offrent une nouvelle piste pour régler l'horloge biologique qui peut être utile pour le traitement de certaines pathologies liées à un dérèglement du rythme circadien comme l'insomnie, la dépression ou les troubles bipolaires", estime Ralf Stanewsky, chercheur à l'University College London, qui a participé à l'étude.

Le manque de sommeil

ne rend pas fou



La privation de sommeil cause d'énormes dégâts sur le cerveau mais ne ferait pas totalement perdre la raison. Un Américain a joué le cobaye pour contredire cette idée reçue.

Perte de mémoire, obésité, diabète, hypertension. On ne compte plus les études qui mettent en garde contre les ravages d'un manque de sommeil sur notre santé. On nous rebat les oreilles avec l'importance de bien dormir sous peine de voir nos capacités physiques et psychiques diminuer et notre entourage morfler en raison de notre irritabilité.

Conséquence de ce bourrage de crâne, on finit par angosser de ne pas

dormir et on prend pour argent comptant n'importe quelle croyance sur le sujet : il faut se coucher tôt pour bien dormir ; une bonne nuit de sommeil est faite de rêves...

Parmi les idées reçues les plus effrayantes pour les personnes en proie aux troubles du sommeil, croire que la privation de sommeil peut rendre fou. Un Américain de 17 ans a pourtant démenti cette contre-vérité... en 1964. Randy Gardner est resté éveillé pendant onze jours sous la vigilance des scientifiques. Dès le deuxième jour, il a éprouvé des périodes de somnolence puis au fil des jours des troubles visuels, de la mé-

moire et de l'attention.

Sur le plan physique, il a eu de plus en plus de mal à coordonner ses mouvements et à s'exprimer clairement. Mais sur le plan mental, il n'a pas manifesté de démence. Il a eu des hallucinations considérées comme normales à un certain stade de privation de sommeil. Il s'est pris pour un joueur de football américain et a cru voir un panneau de signalisation transformé en être humain.

Ces visions ont totalement disparu après que le jeune homme a récupéré en dormant 15h d'affilée. Aucune séquelle sur le plan mental n'a été constatée par la suite

faut-il arrêter d'en prendre après 65 ans ?

Une personne sur trois âgée de plus de 65 ans consomme des somnifères de façon régulière. Un chiffre excessif pour la Haute autorité de santé, qui lance une campagne d'information.

Pour sa nouvelle campagne d'information, la Haute autorité de santé lance un avertissement : arrêter les somnifères, c'est possible ! » Sa cible ? Les personnes âgées de plus de 65 ans, pour lesquelles la consommation de somnifères est quasi anale alors que l'usage de ces médicaments est principalement des benzodiazépines hypnotiques ou des anxiolytiques devrait répondre à un besoin ponctuel. « Les somnifères, c'est un CDD, pas un CDI » résume le docteur Leperre-Desanque, responsable des programmes pilotes à HAS.

Dans cette campagne d'information, la Haute autorité de santé rappelle qu'avoir des nuits plus sereines, des nuits plus fractionnées, des réveils plus éveillés c'est tout à fait normal après 65 ans. Les modifications d'ordre physiologique, la ménopause, ont des répercussions sur le sommeil. Pour l'instant, ce sentiment de mal dormir pousse de nombreuses personnes à se plaindre d'insomnie à la consultation. Malheureusement, ces plaintes aboutissent trop souvent sur la prescription de somnifères alors que seule 1 à 2 plaintes relatives au sommeil sur 10 relèverait de l'insomnie véritable.

Les hypnotiques, c'est pas automatique

« Devant des plaintes chroniques du sommeil, le médecin doit rechercher des signes associés et orienter son patient vers un spécialiste si besoin : douleurs, anxiété, dépression ou autres problèmes urinaires, apnée du sommeil peuvent expliquer le sommeil de mauvaise qualité et doivent être recherchés » insistent les autorités sanitaires qui ont élaboré des outils pratiques (agenda du sommeil, questionnaire d'attachement aux benzodiazépines) pour aider les médecins à proposer des stratégies d'arrêt des somnifères.

Les somnifères, responsables d'Alzheimer ?

C'est ce que suggérerait déjà une étude publiée il y a un an dans un magazine scientifique. Cette étude dirigée par un pharmacologue et un épidémiologiste de l'Université de Bordeaux, enjoignant des autorités sanitaires à réglementer l'usage des somnifères car 6 000 à 30 000 cas d'Alzheimer seraient imputables aux médicaments contenant des benzodiazépines.

Les somnifères ne sont pas des médicaments modernes. Si vous avez des problèmes d'insomnie, pourquoi ne pas essayer les solutions douces ?

Enfants : Le manque de sommeil fait grossir

Les enfants qui dorment peu mangent plus vite.

Une étude menée en Finlande chez plus de 250 écoliers âgés de 10-11 ans montre que les enfants qui ont le plus court temps de sommeil sont ceux qui se sentent fatigués pendant la journée et ceux qui consomment le plus d'aliments riches en calories : pizzas, hamburgers, hot-dogs, pâtisseries, confiseries, boissons sucrées... Et moins d'aliments du type fruits et légumes. Les chercheurs font valoir qu'un temps de sommeil trop court entraîne des perturbations hormonales qui augmentent la sensation de faim et l'appétit. Ce qui retentit sur les apports alimentaires et peut conduire au surpoids...

TROUBLE DU SOMMEIL

vous vous réveillez en pleine nuit

Votre façon de vous endormir et de vous réveiller peut en dire long sur l'origine de vos insomnies. Notre spécialiste vous donne ses explications et ses solutions pour retrouver des nuits de meilleure qualité.

Trouble du sommeil : vous êtes réveillée à 5 heures

Très fréquente en vieillissant, l'insomnie du petit matin peut se manifester à tout âge.

Les causes

La durée du sommeil a tendance à diminuer avec l'âge. Mais l'impossibilité de se rendormir à 5 heures du matin peut aussi être un symptôme de dépression. Enfin, si vous avez sommeil très tôt et vous réveillez également tôt, sans être particulièrement fatiguée au cours de la journée, vous souffrez peut-être simplement d'une avance de phase.

Les solutions

- Faire chaque soir une séance de photothérapie afin de retarder l'endormissement, et ainsi reprogrammer son horloge biologique.

- Prendre des plantes antidépresseurs (millepertuis...) ou se faire aider par un psychologue.

Trouble du sommeil : vous vous réveillez souvent en pleine nuit

• Face à des éveils nocturnes multiples, on parle d'insomnie du maintien du sommeil.

Les causes

• Nos nuits sont l'addition de plusieurs cycles de sommeil obéissant tous au même schéma. D'abord la phase du sommeil léger, celle de l'endormissement, suivie de celle du sommeil profond, où l'on récupère vraiment, puis de la phase de sommeil paradoxal correspondant à la période des rêves. À la fin de chaque cycle, il est normal de s'éveiller légèrement avant d'entamer un nouveau cycle. C'est tellement peu perceptible que, la plupart du temps, on n'en garde aucun souvenir.



Mais certaines personnes s'éveillent pour de bon et ne peuvent pas se rendormir avant plusieurs heures. Si ce phénomène s'accroît naturellement avec l'âge, il peut aussi être favorisé par des soucis passagers voire un véritable état dépressif.

Les solutions

• S'interdire de regarder l'heure, car c'est le meilleur moyen de s'angoisser. On se dit qu'il faudra bientôt se lever et cela contribue grandement à entretenir l'insomnie.

• Apprendre les gestes qui permettent de se relaxer. Allongée, les bras posés étendus le long du corps, fermer les yeux et respirer doucement en entrouvrant la bouche. On se concentre sur sa main gauche, ses muscles, et on relâche complètement la paume et le dos de celle-ci. Peu à peu, on va ressentir comme une lourdeur dans la main, des fourmis, une chaleur. Pratiquer ensuite le même exercice sur une autre partie de son corps. Le but est de passer en revue l'ensemble du corps en commençant par le haut. Mais on tombe en général dans

les bras de Morphée bien avant d'avoir fini!

• Se lever quelques minutes si on ne parvient vraiment pas à se rendormir. Plutôt que de rester des heures allongée à ruminer, on se fait chauffer un peu de lait (ça fait dormir), on lit un quart d'heure...

• Consulter son médecin si les troubles persistent plus d'un mois. S'il diagnostique un état dépressif, il mettra alors en place le traitement le plus approprié.

Et si le problème était d'ordre médical ?

On n'y pense pas forcément, mais certaines pathologies peuvent expliquer que l'on souffre d'un sommeil de mauvaise qualité. Ainsi, les douleurs provoquées par un reflux gastro-œsophagien dans la position allongée ont de fortes chances de perturber l'endormissement. Tout comme un syndrome des jambes sans repos, appelé également impatiences, ou des apnées du sommeil, vont favoriser les éveils multiples. D'où, encore une fois, l'intérêt d'établir un diagnostic précis avec des spécialistes.

3 plantes qui aident à dormir sans somnifères



Les plantes aux vertus sédatives et relaxantes sont nombreuses et ont l'avantage de favoriser le sommeil sans problème d'accoutumance. On vous en a choisi trois, qui vous permettront de lutter contre l'insomnie en douceur.

Le houblon aide à l'endormissement

Le houblon : au début des années 80, les scientifiques ont mis en évidence que plus on faisait sécher les feuilles de houblon, plus elles affichaient une forte concentration d'agents sédatifs ! D'où l'infusion de feuilles de houblon séchées, qui aide à l'endormissement.

La recette : versez 10 à 15 g de cônes séchés dans un litre d'eau bouillante et laissez infuser une dizaine de minutes. Buvez-en une tasse avant de vous coucher.

La valériane diminue l'agitation nerveuse

La valériane : non contente de faire baisser la tension artérielle et de ralentir le rythme cardiaque, la valériane diminue effectivement l'agitation nerveuse, l'anxiété et les troubles du sommeil qui en découlent. Une douzaine d'études cliniques ont montré qu'elle favorisait l'endormissement, la qualité du sommeil et qu'elle était même plus efficace que certains somnifères et calmants de synthèse. Son action semble renforcée lorsqu'elle est associée à la mélisse, à la passiflore ou au houblon.

La recette : versez 150 ml d'eau bouillante sur 1 cuil-

lerée à café de racines de valériane, filtrez et buvez-en une tasse 30 minutes à une heure avant le coucher. Certaines spécialités pharmaceutiques proposent des sachets-dose prêts à emploi qui contiennent de la valériane.

Pour un bain-détente, faites bouillir 100 g de racines séchées dans 2 litres d'eau, laissez infuser 10 minutes, filtrez et versez dans l'eau du bain.

La passiflore apporte un sommeil réparateur

La passiflore : les indiens d'Amérique l'utilisaient pour ses propriétés calmantes et sédatives. Pour les insomniacs, c'est un vrai bonheur car elle restaure un sommeil réparateur en supprimant la nervosité et les angoisses.

La recette : plongez une cuillère à café de fleurs de passiflore dans une tasse d'eau bouillante, laissez infuser trois minutes avant consommation. Si vous ruminez vos soucis la nuit, mélangez 1 cuillère à café de tilleul, autant de valériane et autant de passiflore. Laissez infuser cinq minutes dans 40 cl d'eau frémissante. A boire à partir de 17 heures.

Même si ces plantes sont sans danger, n'hésitez pas à demander conseil à votre pharmacien car il peut y avoir des contre-indications avec des traitements au long cours que vous suivez.

L'Ouganda déploie plus de 1 600 Casques bleus en Somalie

L'armée ougandaise a envoyé lundi soir un nouveau contingent de 1 600 Casques bleus en Somalie pour renforcer les efforts de paix et stabiliser le pays, a indiqué mardi un porte-parole de l'armée à Kampala. Les troupes du Groupe de combat Ouganda 13 seront déployées dans le secteur 1 en Somalie, qui est sous le contrôle des troupes ougandaises et burundaises, a précisé par téléphone à l'agence Chine nouvelle le porte-parole militaire ougandais Paddy Ankunda.

«Les troupes vont être déployées de manière appropriée dans le secteur 1. Ces troupes aideront à consolider la paix et la sécurité dans les zones libérées», a déclaré M. Ankunda. Les troupes ougandaises et burundaises, sous l'égide de la Mission de l'Union africaine en Somalie (Amisom), ont été déployées dans le secteur 1, qui comprend les régions de Banadir, de Bas et de Moyen-Shabelle, ainsi que dans le secteur trois, qui englobe les régions de la Baie et de Bakool. Elles opèrent également dans la capitale Mogadiscio et la ville de Markal. Le contingent, commandé par le colonel William Bainomugisha, a remplacé les troupes qui reviennent de la région et qui ont atterri à l'aéroport international Entebbe lundi.

L'armée de l'Ouganda, le premier pays à déployer ses troupes en Somalie en 2007, compte environ 8 000 soldats.

CRISE POST-ÉLECTORALE À DJIBOUTI

Discussion opposition-pouvoir

Le président djiboutien Omar Guelleh a rencontré le vice-président de la coalition de l'opposition pour tenter de sortir de la crise politique liée aux élections législatives de février 2013, a indiqué hier le représentant de la coalition en France. La rencontre qui a eu lieu samedi dernier avec le vice-président de l'Union pour le salut national (USN, opposition), Adan Mohamed Abdou, à l'initiative de la présidence a été saluée par Maki Houmed-Gaba, représentant en France de l'USN. «C'est une bonne chose que le président Guelleh revienne à la table des négociations», a-t-il déclaré. Après les élections, entachées de fraudes selon l'opposition, un dialogue avait débuté mi-août avec le pouvoir, sous la pression de l'Union européenne (UE) et des États-Unis, mais il avait tourné court après quatre rencontres.

La coalition de l'opposition qui regroupe sept partis politiques, doit toutefois «rester vigilante», a indiqué M. Houmed-Gaba. L'USN craint en effet que le président Guelleh n'agisse que sous la pression de futures échéances internationales, telles qu'un sommet à Bruxelles début avril de l'Union européenne et l'Union africaine (UA) au cours duquel doit être discutée l'aide à Djibouti.

Lundi prochain, les ambassadeurs de l'UE se réunissent aussi à Djibouti dans le cadre de la Convention de Lomé et un sommet UA-États-Unis est prévu en septembre en août à Washington. «Nous voulons croire que le président Guelleh puisse être de bonne foi et accède à nos demandes mais ses paroles doivent être suivies d'effets», a souligné M. Houmed-Gaba.

Selon lui, le chef de l'Etat a donné un accord verbal aux revendications de l'USN sur la transparence des futures élections, la liberté de manifestation, la libération des prisonniers politiques au nombre d'une vingtaine, et l'arrêt du harcèlement des opposants et des mauvais traitements dans les prisons.

Cet accord devrait être confirmé à l'opposition la semaine prochaine, avant de nouvelles discussions sur la représentation à l'Assemblée nationale où l'USN refuse de siéger. L'USN affirme avoir remporté les législatives du 22 février 2013 et revendique 52 sièges sur 65. Le pouvoir ne lui en a attribué que 10. Seuls deux députés de l'opposition ont accepté de siéger. L'USN avait déploré de ne pas avoir obtenu les résultats définitifs, bureau par bureau, ce qu'avait également réclamé en vain l'Union européenne. Le Parlement européen avait conclu en juillet à des «soupçons de fraude». Par ailleurs, l'USN a appelé à une manifestation le 22 février, un an après les législatives.

LE CENTRE ROBERT F. KENNEDY

Pour un mécanisme de surveillance des droits de l'Homme au Sahara occidental

La présidente du Centre Robert F. Kennedy pour la justice et les droits de l'homme, Kerry Kennedy, a appelé le Conseil de sécurité de l'ONU à inclure, en 2014, un mécanisme de surveillance des droits de l'homme dans la Mission des Nations Unies pour le référendum au Sahara occidental (Minurso).



«Une telle démarche serait historique, mais nullement révolutionnaire. Nous demandons simplement aux Nations unies de hisser la Mission au Sahara occidental aux mêmes normes internationales de droits de l'homme, appliquées à toutes les autres opérations de maintien de la paix depuis 1991», a indiqué Mme Kennedy dans une contribution intitulée «une tragédie des droits humains dans l'oubli», publiée sur le site d'information CNN.

Elle a relevé avoir interviewé, lors de ses visites dans

les territoires sahraouis occupés, des centaines de victimes et de témoins de brutalité et d'intimidation (...) communes à des milliers de Sahraouis vivant sous l'emprise brutale d'une force d'occupation marocaine qui croit que personne ne surveille. Parmi ces scènes de brutalité, Kerry Kennedy cite le cas d'Aminatou Haïdar «qui a été tirée de son véhicule, poussée au sol et agressée publiquement à plusieurs reprises pendant quatre heures». Haïdar, lauréate du prix Robert F. Kennedy des droits de l'Homme,

«rentrait chez elle après une réunion avec des responsables onusiens au Sahara occidental», a-t-elle précisé. Par ailleurs, elle a affirmé avoir obtenu des témoignages de centaines de Sahraouis, tant au Sahara occidental que dans les camps de réfugiés en Algérie (...) rapportant les «violations des droits de l'homme par la police marocaine et les agents de sécurité, les arrestations arbitraires, les actes d'intimidation et de torture». Elle a ajouté que «le plus terrifiant de ces témoignages, est celui ayant trait à

des amis ou des membres de la famille qui disparaissent tout simplement ou bien qui finissent dans des fosses communes, comme les huit corps découverts cet été, dont deux qui semblaient être des squelettes d'enfants».

«L'an dernier, le Centre RFK faisait état de violations par le Maroc des libertés d'expression et de rassemblement pacifique, et du droit à un procès équitable et entre mai et septembre 2013, quatre prisonniers militants des droits de l'homme sont morts en raison des conditions de leur incarcération à la prison d'Ait Melloul», a rappelé Mme Kennedy. «Ces violations ont continué en toute impunité, parce que peu de gens, en particulier aux États-Unis, ont entendu parler du Sahara occidental. Actuellement, la Minurso est la seule Mission moderne de maintien de la paix qui n'inclut pas un mécanisme de surveillance des droits de l'homme», a-t-elle souligné, appelant la communauté internationale à agir sur cette question.

COTE D'IVOIRE

La Commission électorale exhorte les acteurs politiques à adhérer aux principes de la démocratie

Le président de la Commission électorale indépendante (CEI) de Côte d'Ivoire Youssouf Bakayoko a exhorté les acteurs politiques à adhérer davantage «aux principes fondamentaux de la démocratie» dans le pays.

«La CEI n'a qu'un combat à mener, un combat plus conforme aux vraies valeurs de la Côte d'Ivoire, c'est-à-dire les valeurs démocratiques capables de faire rayonner notre pays en Afrique et dans le monde», a déclaré M. Bakayoko, mardi à Abidjan. Le président de la CEI a ainsi assuré que sa Commission allait s'atteler «dans le respect des règles internationalement admises» à «organiser des élections libres, transparentes et crédibles». Se félicitant des progrès démo-

cratiques réalisés par la Côte d'Ivoire par l'entregent de la Commission électorale, il a soutenu que «l'année 2014 qui commence verra la consolidation de notre jeune démocratie», car, a-t-il souligné : «Les Ivoiriens et ivoiriennes sont prêts (...) à soutenir les valeurs qui conduisent le pays vers un avenir lumineux». La CEI est l'organe en charge de l'organisation des élections générales en Côte d'Ivoire. Le scrutin présidentiel de 2010, organisé par cette même institution, avait abouti à une crise postélectorale ayant fait plus de 3 000 morts. Les autres élections législatives, municipales et régionales qui avaient suivi, n'ont pas été, également, exemptes de violences meurtrières.

CENTRAFRIQUE

Le couvre-feu sera allégé depuis hier à Bangui

Le couvre-feu en vigueur dans la capitale centrafricaine, Bangui, a été allégé depuis hier, ont annoncé les autorités, alors que dans certains quartiers de la capitale les violences intercommunautaires continuaient à terroriser la population. Selon un communiqué du ministère de la Sécurité lu à la radio nationale, le gouvernement de transition centrafricain a été allégé depuis hier le couvre-feu en vigueur de 17h00 GMT à 05h00. Le couvre-feu est désormais ap-

pliqué de 20h00 à 05h00 dans la capitale. Sur le terrain, des tirs ont encore été entendus durant la nuit de mardi à mercredi autour du quartier du PK-5, poumon commercial de la ville, selon des médias. Ce quartier est assiégé depuis des jours par des miliciens «anti-balaka» et des bandes de pillards. Cela génère des violences quotidiennes qui débordent sur les quartiers voisins, particulièrement celui de Miskine. Dans les quartiers de la capitale épargnés par les

violences, les habitants avaient depuis des jours cessé de respecter les horaires du couvre-feu et restaient dans la rue jusque vers 21h00. Mais aucun véhicule ne circule après l'heure du couvre-feu. Deux mois après le déclenchement de l'opération militaire française «Sangaris», les forces internationales - Sangaris et africaine - ont quasiment neutralisé à Bangui les éléments de l'ex-rébellion Séléka, qui avaient pris le pouvoir en mars 2013.

EGYPTE

L'un des quatre procès de Mohamed Morsi ajourné au 1^{er} mars

L'un des quatre procès de Mohamed Morsi, le président égyptien destitué par l'armée en juillet dernier, a été ajourné hier pour la cinquième fois, au 1^{er} mars, dans l'attente de l'analyse de vidéos sur la mort de manifestants en 2012. M. Morsi qui a été déposé et arrêté le 3 juillet par le chef de l'armée Abdel Fattah el-Sissi, encourt désormais la peine de mort dans trois de ces procès. Le président déchu a été amené mercredi avec 14 co-accusés, dont des cadres de la confrérie des Frères musulmans, dans la cage d'un tribunal installé au cœur de l'académie de police du Caire, protégée par un important dispositif policier et militaire, selon des correspondants de presse. Les 15 accusés sont poursuivis pour «incitation au meurtre» de manifestants en décembre

2012, lorsque M. Morsi était au pouvoir. Le juge présidant l'audience a ajourné le procès pour étudier plus en profondeur des vidéos montrant des heurts entre manifestants pro et anti-Morsi qui ont fait au moins sept morts. Le deuxième procès de M. Morsi doit reprendre le 22 février, pour son éviction de prison lors de la révolte populaire contre l'ex-président Hosni Moubarak en 2011. Un troisième doit s'ouvrir le 16 février pour «espionnage» en vue de mener des «actions terroristes» et un quatrième, dont la date n'a pas été fixée, doit le juger pour «outrage à magistrats». Le camp Morsi dénonce dans les quatre cas des «procès politiques» sans fondement.

PAM apporte 40 tonnes de nourriture aux habitants de Qamishli par voie aérienne

Le Programme alimentaire mondial (PAM) a annoncé mardi le transport par voie aérienne de 40 tonnes de denrées alimentaires vers la ville de Qamishli, dans le nord-est de la Syrie. Dans un communiqué de presse, le PAM a indiqué que cette assistance alimentaire permettra de nourrir 30 000 personnes pendant un mois.

Le transport par voie aérienne est le seul moyen d'atteindre les civils qui ont besoin d'aide humanitaire dans cette ville. Il s'agit du deuxième avion affrété par le PAM depuis la ville d'Erbil, en Irak.

Selon le communiqué de presse, l'avion a atterri à l'aéroport de Qamishli avec 40 tonnes de denrées alimentaires à bord, dont du riz, des pâtes, de la farine de blé, du boulgour, des conserves, du sel, de l'huile et du sucre.

Grâce aux efforts communs du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (Unicef) et de l'Organisation internationale pour les migrations, au total dix avions devront acheminer plus de 400 tonnes de nourriture et d'autres fournitures, dont des vêtements et du savon aux habitants dans les besoins, a expliqué le PAM dans son communiqué de presse.

L'accès par route dans le gouvernorat d'Al Hassakeh dans le nord-est de la Syrie est pratiquement impossible pour les agences humanitaires à cause de l'insécurité et il n'y a presque pas eu de fournitures d'aide humanitaire dans la région depuis le mois de mai, selon le communiqué de presse.

«En janvier, le PAM a distribué suffisamment de denrées alimentaires pour nourrir 3,6 millions de personnes en Syrie. Cela reste néanmoins en deçà de l'objectif de nourrir 4,25 millions, puisque de nombreuses zones dans les gouvernorats de Raqqah, de Deir Ezzor, d'Al Hassakeh et de la région autour de la capitale Damas, sont inaccessibles», a indiqué l'agence onusienne.

La fermeture de l'autoroute entre Deraa et Damas a également perturbé l'acheminement d'aide alimentaire dans certaines zones de Deraa, Quneitra, Damas et de la région autour de la capitale.

«C'est tragique de voir que les Syriens les plus vulnérables sont privés de nourriture et qu'ils payent le prix fort d'un conflit politique dont l'issue est incertaine», a déclaré la directrice exécutive du PAM, Ertharin Cousin.

«Nous appelons toutes les parties prenantes à nous accorder un accès sans entraves à toutes les régions du pays. Le PAM devrait pouvoir venir en aide à ceux qui ont faim», a-t-elle souligné.

La Syrie représente la situation d'urgence la plus complexe pour le PAM, puisque l'agence doit faire face à des difficultés bureaucratiques, à l'insécurité sur les routes du pays, à la fermeture des autoroutes ainsi qu'au siège de plus de 40 villes qui empêchent les civils de sortir et de faire rentrer l'aide humanitaire.

Le PAM a affirmé avoir besoin de plus de deux milliards de dollars pour aider plus de 7 millions de Syriens, qui ont urgemment besoin d'aide alimentaire. Parmi eux, 4,25 millions sont en Syrie et 2,9 millions sont réfugiés dans les pays voisins.

GENÈVE II

L'opposition syrienne assouplit ses positions

La Coalition nationale de l'opposition syrienne (CNS) s'est déclarée prête à élargir la composition de sa délégation lors du deuxième round de pourparlers de paix à Genève, tout en affichant une souplesse dans ses positions principalement sur la question du gouvernement de transition en Syrie.

La délégation de la Coalition «comprend 16 membres, et nous sommes libres de remplacer quelqu'un par un autre», a fait savoir le secrétaire général de la CNS Badr Jamous, mardi à Moscou, à l'issue d'une rencontre entre le président de la Coalition Ahmed Jarba et le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov.

Le premier round des négociations de dix jours à Genève, qui avait réuni les délégations du gouvernement syrien et de l'opposition pour trouver une sortie de crise en Syrie, s'était achevée vendredi sans résultat concret.

Aucun cessez-le-feu n'a été proclamé, la mise sur pied d'un gouvernement transitoire n'a pas été abordée et même l'acheminement d'une aide alimentaire aux assiégés de la vieille ville de Homs n'a pas été mis en œuvre.

A une question sur la possibilité d'inclure dans la délégation de l'opposition les représentants du Comité national de coordination des forces de changement démocratique, le secrétaire général de la Coalition a déclaré : «S'ils décident de nous rejoindre, il n'y aura pas de problème. Nous sommes en contact avec eux, et ils feront partie de la délégation quand qu'ils le voudront».

«Dès le début, nous cherchons à représenter au maximum les intérêts de l'opposition. Mais il s'agit d'une opposition qui représente réellement le peuple syrien», a-t-il souligné.

Le chef CNS s'est entretenu mardi à Moscou avec le chef de la diplomatie russe qui l'a invité auparavant, lors de la Conférence de Munich sur la sécurité,



à associer de nouveaux acteurs aux négociations de Genève II. La Russie a réaffirmé sa position en vertu de laquelle les Syriens doivent régler eux-mêmes le conflit dans leur pays, refusant toute ingérence étrangère dans les affaires internes de ce pays en guerre.

Le conflit en Syrie a fait plus de 136.000 morts et des millions de réfugiés et déplacés depuis mars 2011.

L'opposition affiche une souplesse dans ses positions

Le chef de la Coalition nationale des forces de l'opposition et de la révolution syrienne Ahmed Jarba a indiqué mardi que l'opposition était prête à un dialogue sur la composition du gouvernement de transition.

Selon M. Jarba, le prochain volet de la conférence internationale sur la paix en Syrie est surtout destiné à aboutir à la création d'un gouvernement de transition en Syrie. «La création d'un tel organe réglera les autres questions litigieuses, notamment celles sur le cessez-le-feu en Syrie et la libération des prisonniers et des détenus», a-t-il noté au terme d'une rencontre avec M. Lavrov. L'opposition a déjà plusieurs candidats pour le futur gouvernement de transition, mais elle «est prête à faire preuve de souplesse sur les candidatures et prête au dialogue», parce qu'elle comprend «que les candidatures doivent être approuvées par les deux parties»,

selon lui. «Il y a des principes qu'on a élaborés il y a un an à Genève. Nous sommes prêts à les respecter. Nous avons pris une décision courageuse de participer à la conférence Genève II. On nous accusait d'être hostiles au processus de paix, mais ce n'est pas vrai et nous l'avons prouvé», a indiqué M. Jarba.

Poursuite des violences sur le terrain

L'armée régulière syrienne tente d'avancer dans la ville d'Alep (nord) où elle poursuit ses bombardements sur les quartiers rebelles, à l'aide notamment de barils d'explosifs lancés depuis des hélicoptères.

Depuis samedi, 159 personnes, la plupart des civils dont de nombreux enfants, ont été tués dans des attaques aux barils de TNT contre les secteurs rebelles dans l'est d'Alep, ancienne capitale économique de la Syrie, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Par ailleurs, des affrontements opposent également les rebelles aux éléments de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL), lié à Al Qaida.

Dans la province de Deir Ezzor (est), un élément de l'EIL a actionné une charge explosive contre le quartier-général d'une brigade rebelle dans la ville de Mayadeen, selon l'OSDH qui n'a pas pu fournir de bilan des victimes.

L'ONU dénonce les souffrances subies par les enfants

Le conflit en Syrie a des conséquences alarmantes sur les enfants dont les souffrances sont indicibles et inacceptables, a indiqué le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, dans un rapport qui sera soumis prochainement au Conseil de sécurité de l'ONU.

Il s'agit du premier rapport concernant la situation des enfants et le conflit armé en Syrie à être soumis au Conseil de sécurité et à son groupe de travail sur les enfants et les conflits armés.

Le rapport note que les forces gouvernementales ont arrêté, détenu arbitrairement, maltraité et torturé des enfants et que les groupes d'opposition armés ont recruté des enfants et les ont utilisés aussi bien comme combattants que dans des fonctions d'appui, et qu'ils ont mené des opérations militaires et notamment usé de tactiques de terreur dans des zones peuplées de civils, faisant des victimes parmi les civils, dont des enfants. Il souligne également que nombre d'enfants ont disparu et que toutes les parties au conflit ont gravement entravé l'acheminement de l'aide humanitaire dans les zones les plus touchées, en particulier à travers les lignes

de front et y compris dans des situations de siège. Les enfants syriens «sont en proie à une grande détresse pour avoir vu des membres de leur famille ou des camarades tués ou blessés, ou encore pour avoir été séparés de leur famille ou déplacés», poursuit-il. «Les souffrances endurées par les enfants en Syrie depuis le début du conflit, dont rend compte le présent rapport, sont indicibles et inacceptables», a insisté le Secrétaire général en demandant instamment à toutes les parties au conflit de prendre toutes les mesures voulues pour protéger et faire respecter les droits de tous les enfants en Syrie. Le Secrétaire général a exhorté et a enquêté sur les atteintes et violations et à prendre les mesures disciplinaires à l'encontre des individus soupçonnés de les avoir commises conformément aux normes internationales.

Aussi, il a appelé les parties à mettre fin à toutes les attaques indifférenciées et disproportionnées dirigées contre les zones civiles et les espaces publics et à faciliter l'accès sans entrave de l'assistance humanitaire aux populations touchées, notamment à celles des villes assiégées et des autres zones difficiles d'accès.

L'Unicef bénéficie d'une aide européenne de 320 millions d'euros pour les OMD

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (Unicef) s'est félicité mardi d'une contribution de 320 millions d'euros de l'Union européenne pour améliorer la santé et l'alimentation des enfants et des femmes dans 15 pays en développement et pour permettre d'accélérer les progrès vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Cette aide financière servira essentiellement à lutter contre la sous-nutrition et les maladies infectieuses qui comptent parmi les causes premières de la mortalité de l'enfant. Des programmes s'échelonnent sur plusieurs

années porteront sur l'amélioration de l'accès à l'eau salubre et aux installations sanitaires ainsi que sur la qualité des prestations médicales, sur les soins de santé et sur une nutrition adéquate.

L'annonce faite mardi «montre toute la différence que cela peut faire quand nous travaillons ensemble et notre partenariat avec l'Unicef nous aidera à toucher encore davantage de personnes parmi toutes celles qui ont le plus besoin de notre aide», a déclaré le Commissaire européen au développement, Andris Piebalgs, devant le conseil d'administration de l'Unicef à New York. Mais

selon elle, beaucoup reste encore à faire d'ici la date-butoir de 2015 pour la réalisation des OMD. Bien que les taux de mortalité de l'enfant aient décliné, passant d'environ 12,6 millions en 1990 à environ 6,6 millions en 2012, près de 18.000 enfants continuent à mourir chaque jour de maladies évitables. Au rythme actuel, la communauté internationale ne parviendra pas à réaliser avant 2028 l'objectif 4 du Millénaire pour le développement qui consiste à réduire des deux tiers la mortalité chez les enfants de moins de cinq ans.

Washington appelle au «dialogue» et au «compromis»

Le vice-président américain Joe Biden a une nouvelle fois appelé mardi le président ukrainien Viktor Ianoukovitch au «dialogue» et au «compromis pour former un nouveau gouvernement» dans ce pays en proie à une grave crise politique.

«Le dialogue continu et un véritable compromis pour former un nouveau gouvernement capable de gagner la confiance des Ukrainiens sont les seuls moyens viables pour la paix et la stabilité en Ukraine», a expliqué le vice-président américain, lors d'une conversation téléphonique rapportée par la Maison Blanche.

Le vice-président américain qui appelle régulièrement le président ukrainien depuis la radicalisation du mouvement de contestation, l'a une nouvelle fois invité «à saisir toutes les occasions (...) pour trouver une solution politique à la crise». Cela comprend selon le vice-président américain le retrait de la police anti-émeute,



la libération des manifestants et la poursuite des personnes responsables des attaques et des violences à l'encontre des journalistes et des manifestants.

Le mouvement né fin novembre de la volte-face pro-russe du pouvoir au détriment d'un rapprochement avec l'Union européenne s'est radicalisé et transformé en contestation radicale du régime de Viktor Ianoukovitch dont les manifestants réclament le départ.

L'opposition ukrainienne a demandé mardi au président de mettre

un terme à la «dictature» en réduisant ses pouvoirs par une réforme constitutionnelle «urgente», alors que le pouvoir a fait miroiter la possibilité d'élections anticipées après la démission la semaine dernière du Premier ministre et de son gouvernement.

Les Etats-Unis ont affirmé lundi discuter avec l'Union européenne d'une éventuelle aide financière à l'Ukraine mais cet hypothétique soutien se ferait après la formation d'un gouvernement et la reprise économique du pays, sous le contrôle du FMI.

EN MARGE DES JEUX OLYMPIQUES DE SOTCHI Le président ukrainien rencontrera Poutine vendredi



Le président ukrainien Viktor Ianoukovitch doit rencontrer son homologue russe Vladimir Poutine vendredi à l'ouverture des jeux Olympiques d'hiver de Sotchi, a indiqué mercredi le porte-parole du Kremlin.

M. Ianoukovitch «sera bien à Sotchi et ils se rencontreront», a déclaré le porte-parole Dmitri Peskov, cité par l'AFP.

«Ils discuteront des relations bilatérales», a-t-il ajouté. Le ministre ukrainien des Affaires étrangères Leonid Kojara avait annoncé lundi que le président se rendrait à Sotchi mais il n'avait pas fait mention d'une rencontre bilatérale avec le chef d'Etat russe.

Mercredi, M. Ianoukovitch s'est entretenu avec la diplomate en chef de l'Union européenne, Catherine Ashton, en visite à Kiev.

Depuis le refus du président ukrainien Viktor Ianoukovitch de signer un accord d'association avec l'Union européenne (UE) en novembre, l'Ukraine est secouée par une vague de contestation sans précédent.

USA : RÉFORME DE LA SANTÉ

Un rapport met la Maison-Blanche sur la défensive

La Maison Blanche s'est retrouvée sur la défensive mardi après qu'un organisme indépendant et respecté eut estimé que la réforme de la santé du président Barack Obama coûterait de nombreux emplois.

Dans un rapport, le Bureau du budget du Congrès (CBO) a estimé que l'application de la réforme de la couverture maladie, pièce maîtresse du bilan social de M. Obama, se traduirait par l'équivalent de deux millions d'emplois non créés d'ici à 2017.

Promulguée en mars 2010 après des mois de négociations acharnées et de votes serrés au Congrès, cette réforme a été confirmée en 2012 par la Cour suprême.

Mais l'application chaotique de son volet central depuis octobre 2013 a provoqué un casse-tête pour l'exécutif démocrate, qui



plus est en butte à l'hostilité persistante de ses adversaires républicains envers cette législation qu'ils surnomment «Obamacare».

Sans surprise, ces derniers se sont immédiatement emparés du rapport du CBO mardi, le président de la Chambre des représentants, John Boehner, relevant que «depuis des années, les républicains disent

que la réforme de la santé du président provoque des incertitudes pour les petites entreprises, réduit le salaire net, et rend plus difficile d'investir dans de nouveaux employés».

«La classe moyenne souffre dans cette économie, et le rapport du CBO confirme qu'Obamacare aggrave la situation», a ajouté M. Boehner dans un communiqué.

La Maison Blanche, de son côté, a estimé que le rapport était mal interprété.

«Les affirmations selon lesquelles la réforme de la santé coûte des emplois sont tout simplement démenties par les faits énoncés dans le rapport du CBO», a assuré le porte-parole de la Maison Blanche, Jay Carney.

Ce dernier a aussi noté que 8,1 millions d'emplois avaient été créés dans le secteur privé depuis 2010.

Le rapport du CBO ne dit pas que le chômage va s'aggraver d'ici à 2017, mais que des employés seront moins incités à travailler davantage d'heures, un déficit d'un ou deux pour cent d'heures travaillées par rapport à une situation sans la réforme.

Le CBO extrapole de ces pourcentages une perte de deux millions d'emplois à temps complet dans les trois ans à venir, chiffre porté à 2,5 millions d'ici à 2024.

Les deux Corées négocient la réunion de familles séparées par la guerre

Les négociations pour la reprise des réunions de familles séparées par la guerre entre la Corée du Sud et la Corée du Nord ont repris hier.

Des responsables des deux côtés se sont retrouvés mercredi matin dans le village frontalier de Panmunjom - où fut signé en 1953 l'armistice mettant fin aux hostilités - pour fixer la date de ce qui serait la première réunion de familles séparées depuis 2010.

«Nous ferons de notre mieux pour revenir avec de bonnes nouvelles pour les familles séparées», a déclaré à la presse le chef de la délégation sud-coréenne, Lee Duck-Hang, avant son départ pour Panmunjom.

Depuis 2000, quelque 17 000 Coréens, du Sud ou du Nord, ont pu serrer dans leurs bras un enfant, une sœur ou un père perdus de vue.

Au total ce sont des millions de Coréens qui se sont retrouvés de chaque côté de la frontière à l'issue de la guerre. La plupart sont morts sans s'être jamais revus.

Environ 71 000 personnes, dont plus de la moitié ont plus de 80 ans, attendent côté sud-coréen de pouvoir revoir leurs proches.

SELON LE MINISTRE DE LA JUSTICE AMÉRICAINE

La NSA a peut-être espionné les élus du Congrès

James Cole, ministre adjoint de la Justice, a admis mardi que le renseignement américain avait peut-être collecté des données provenant des communications téléphoniques des élus du Congrès, mais a refusé de dire si les appels de Barack Obama avaient été eux-mêmes espionnés.

Le responsable était interrogé lors d'une audition de la commission judiciaire de la Chambre des représentants consacrée à la controverse qui éclabousse le programme de surveillance de l'agence du renseignement NSA, depuis que l'ancien consultant Edward Snowden en a révélé l'ampleur.

Alors que le représentant républicain Darrel Issa lui demandait si les numéros de téléphone des bureaux de la Chambre avaient été soumis à une collecte de données (numéros appelés, longueur et date des appels), M. Cole

a répondu: «Sans donner de précisions, oui, probablement, nous le faisons».

M. Issa lui a ensuite demandé si les appels du président Obama étaient surveillés, ce à quoi le responsable a refusé de répondre mais a promis de le faire ultérieurement.

M. Issa a insisté sur l'intérêt de la question, particulièrement lorsque M. Obama appelle la chancelière allemande Angela Merkel. Celle-ci avait critiqué les programmes de surveillance américains après avoir appris que son propre téléphone portable était mis sur écoute.

Barack Obama a promis, le 17 janvier, une réforme du programme de surveillance, annonçant des changements sur le stockage des milliards de métadonnées téléphoniques collectées. Bob Goodlatte, qui préside la commission devant laquelle M. Cole était entendu, a

prévenu que «le transfert du stockage à des entreprises privées pourrait soulever davantage d'inquiétudes sur la protection de la vie privée qu'il n'en résoudrait».

Le représentant James Sensenbrenner, un des auteurs de la loi antiterroriste votée après les attentats du 11-Septembre, s'est dit choqué que la section 215 de la Loi sur la surveillance et le renseignement (FISA) ait été utilisée pour justifier cette vaste opération de collecte des métadonnées.

La section 215 «expire» en juin 2015, mais l'élus a d'ores et déjà promis qu'il «va moins de la modifier», le gouvernement ne disposerait pas des suffrages suffisants au Congrès pour la revoter, ce qui bloquerait toute collecte de renseignement.

APS

Programme du jeudi 6 février 2014

TF1

06h45 Magazine jeunesseTFou
 08h25 Météo
 08h30 Magazine de télé-achatTéléshopping
 09h20 Météo
 09h25 Série dramatiqueAu nom de la vérité
 09h55 Série dramatiqueAu nom de la vérité
 10h25 Série réalistePetits secrets entre voisins
 10h55 Série réalistePetits secrets entre voisins
 11h20 Série réalistePetits secrets entre voisins
 11h55 Magazine de la gastronomiePetits plats en équilibre
 12h00 JeuLes douze coups de midi
 12h50 Magazine sportifL'affiche du jour
 13h00 Journal
 13h40 Magazine de la gastronomiePetits plats en équilibre
 13h45 Météo
 13h55 Les feux de l'amour
 14h55 Seule face à l'injustice
 16h35 Quatre mariages pour une lune de miel
 17h25 JeuBienvenue chez nous
 18h20 JeuUne famille en or
 19h05 JeuMoney Drop
 19h55 Météo
 20h00 Journal
 20h35 Météo
 20h37 Météo des neiges
 20h40 Nos chers voisins
 20h45 C'est Canteloup
 20h50 R.I.S. Police scientifique77Inédit
 21h50 R.I.S. Police scientifique77
 22h50 R.I.S. Police scientifique77
 23h45 Appels d'urgence7

2

08h00 Journal
 08h10 Magazine de servicesTélématin (suite)
 09h05 Magazine littéraireDans quelle étagerie
 09h10 Feuilleton sentimentalDes jours et des vies
 09h30 Feuilleton sentimentalAmour, gloire et beauté
 10h00 Magazine de sociétéC'est au programme
 10h55 Météo outremer
 11h00 JeuMotus
 11h30 JeuLes Z'amours
 12h00 JeuTout le monde veut prendre sa place
 12h55 Météo 2
 13h00 Journal
 13h49 Météo 2
 13h50 Météo des neiges
 13h55 Magazine du consommateurConsomag
 14h00 Magazine de sociétéToute une histoire
 15h40 Magazine de servicesComment ça va bien !
 16h55 Dans la peau d'un chef
 17h35 Divertissement-humourLe grand zapping de l'humour
 17h45 JeuN'oubliez pas les paroles
 18h25 Météo des neiges
 18h30 Talk showL'émission pour tous
 19h30 Talk showL'émission pour tous, la suite
 19h55 Météo 2
 20h00 Journal
 20h40 Parents mode d'emploi
 20h41 Magazine sportifUn objet, un exploit
 20h42 Magazine sportifImage du jour
 20h43 Magazine musicalAlcaline l'instant
 20h44 Météo 2
 20h45 Des paroles et des actes7
 23h15 Magazine musical

3

07h41 Série d'animationNos voisins les Marsupilamis
 08h08 Série d'animationNos voisins les Marsupilamis
 08h31 Série d'animationChaplin & Co
 08h37 Série d'animationChaplin & Co
 08h43 Série d'animationLes as de la jungle
 08h50 SociétéDes histoires et des vies (1ère partie)
 09h50 SociétéDes histoires et des vies (2e partie)
 10h45 Magazine du consommateurConso-mag

10h50 Magazine régionalMidi en France
 11h55 Météo
 12h00 12/13 : Journal régional
 12h25 12/13 : Journal national
 12h55 Magazine de découvertesMétéo à la carte
 13h50 Série policièreUn cas pour deux
 14h55 DébatQuestions au gouvernement
 16h10 JeuDes chiffres et des lettres
 16h50 JeuHarry
 17h20 Magazine littéraireUn livre, un jour
 17h30 JeuSlam
 18h10 JeuQuestions pour un champion
 18h50 Météo des neiges
 19h00 19/20 : Journal régional
 19h18 19/20 : Edition locale
 19h30 19/20 : Journal national
 19h58 Météo
 20h00 Magazine sportifTout le sport
 20h15 Feuilleton réalistePlus belle la vie
 20h45 DrameHiver 54 : L'abbé Pierre77
 22h35 Météo
 22h40 Grand Soir 3
 23h35 Magazine de sociétéTout peut changer7

CANAL+

07h55 Divertissement-humourLes Guignols de l'info
 08h08 La météo
 08h10 MultisportsZapsport
 08h15 Série d'animationLes Simpson
 08h35 Comédie sentimentaleUn prince (presque) charmant7
 10h00 Magazine du multimédiaL'oeil de Links
 10h05 Magazine d'actualitéLe tube
 10h40 ComédieTurf7
 12h20 Magazine d'actualitéLa nouvelle édition
 12h45 Magazine d'actualitéLa nouvelle édition, 2e partie
 14h00 ComédieDo not Disturb77
 15h30 Divertissement-humourLes Guignols : l'intégrale
 16h10 Divertissement-humourLa caméra planquée de François Damiens
 16h20 Série humoristiqueKaboul Kitchen777
 16h55 Série humoristiqueKaboul Kitchen777
 17h30 Série humoristiqueKaboul Kitchen777
 18h05 DivertissementZapping
 18h10 DivertissementLe Before du grand journal
 18h45 Le JT
 19h05 Talk showLe grand journal
 20h00 Talk showLe grand journal, la suite
 20h20 DivertissementLe petit journal
 20h55 Série de suspenseHomeland77Inédit
 21h45 Série de suspenseHomeland77
 22h35 Série dramatiqueShameless
 23h30 Série dramatiqueShameless

M

07h45 Dessin animéPrincesse Sofia
 08h10 Dessin animéLes blagues de Toto
 08h25 Dessin animéLe petit Nicolas
 08h40 Série d'animationMartine
 08h45 Météo
 08h50 Magazine de télé-achatM6 boutique
 10h00 Météo
 10h05 JeuLes reines du shopping
 11h00 Série humoristiqueDrop Dead Diva
 11h45 Série humoristiqueDrop Dead Diva
 12h40 Météo
 12h45 Le 12.45
 13h05 Série humoristiqueScènes de ménages
 13h40 Météo
 13h43 Magazine culinaireAstuces de chef
 13h45 Téléfilm sentimentalPour quelques kilos de trop
 15h40 Série policièreJessica King7
 16h25 JeuLes reines du shopping
 17h30 JeuUn diner presque parfait
 18h40 Magazine d'information100 % mag
 19h40 Météo
 19h45 Le 19.45
 20h05 Série humoristiqueScènes de ménages
 20h50 Série policièreBones7Inédit
 21h40 Série policièreBones77
 22h30 Série policièreBones7
 23h20 Série policièreBones

La sélection

TF1

20h50

R.I.S. Police scientifique



Résumé

L'équipe du R.I.S. est appelée pour enquêter sur un accident de la circulation plutôt inhabituel : une voiture, qui roulait à vive allure, est venue percuter un fourgon blindé de transport de fonds. Or, le conducteur de l'automobile était mort avant la collision et, encore plus surprenant, était entièrement nu. Les enquêteurs trouvent quelques incides qui leur permettent de remonter la piste de ce mystérieux chauffard. Ils finissent par se retrouver en pleine forêt. Par ailleurs, Frédéric accueille dans les locaux de l'équipe Madeleine Pinson, une vieille dame qui prétend avoir été empoisonnée par son mari Robert. Seul bémol, Robert est mort...

2

20h45

Des paroles et des actes

Résumé

En phase avec l'actualité, David Pujadas accueille sur le plateau le ministre de l'Intérieur Manuel Valls. Le journaliste évoque avec lui son action en tant que membre du gouvernement et ses prises de position, notamment au sujet de l'affaire Dieudonné, de la politique d'immigration de la France, de la laïcité, ou encore du cannabis. Manuel Valls répond au feu roulant des questions des intervenants et affronte les critiques et les analyses des invités.



3

20h45

Hiver 54 : L'abbé Pierre



Résumé

L'hiver 54 est terrible. Il gèle à pierre fendre, la vie est chère et les expropriations ne ralentissent pas. Ancien aumônier des résistants du Vercors et ancien député, l'abbé Pierre accueille dans sa grande maison de Neuilly les démunis et les déshérités. Lorsqu'un bébé vient à mourir de froid, l'abbé sort de ses gonds et adresse une lettre ouverte au ministre du Logement, qu'il somme de se rendre à l'enterrement. Une nouvelle victime le conduit devant les micros d'une radio où il en appelle à une insurrection de la bonté. D'abord hésitante, l'aide des édiles s'organise bientôt...

CANAL+

20h55

Homeland

Résumé

Brody refait surface. Grièvement blessé à la frontière colombienne, il est récupéré entre la vie et la mort par des trafiquants de drogue vénézuéliens, qui le ramènent à Caracas et le soignent dans un sordide immeuble en construction servant de squat. Pour le soulager, ils le shootent à l'héroïne, ce qui le rend complètement dépendant. Pendant ce temps, toujours internée, Carrie essaie de convaincre le psychologue de la laisser sortir. Elle demande à voir Saul pour qu'il intercede en sa faveur, mais sans succès. C'est alors qu'un mystérieux individu propose de l'aider. Le prix à payer est élevé...



M

20h50

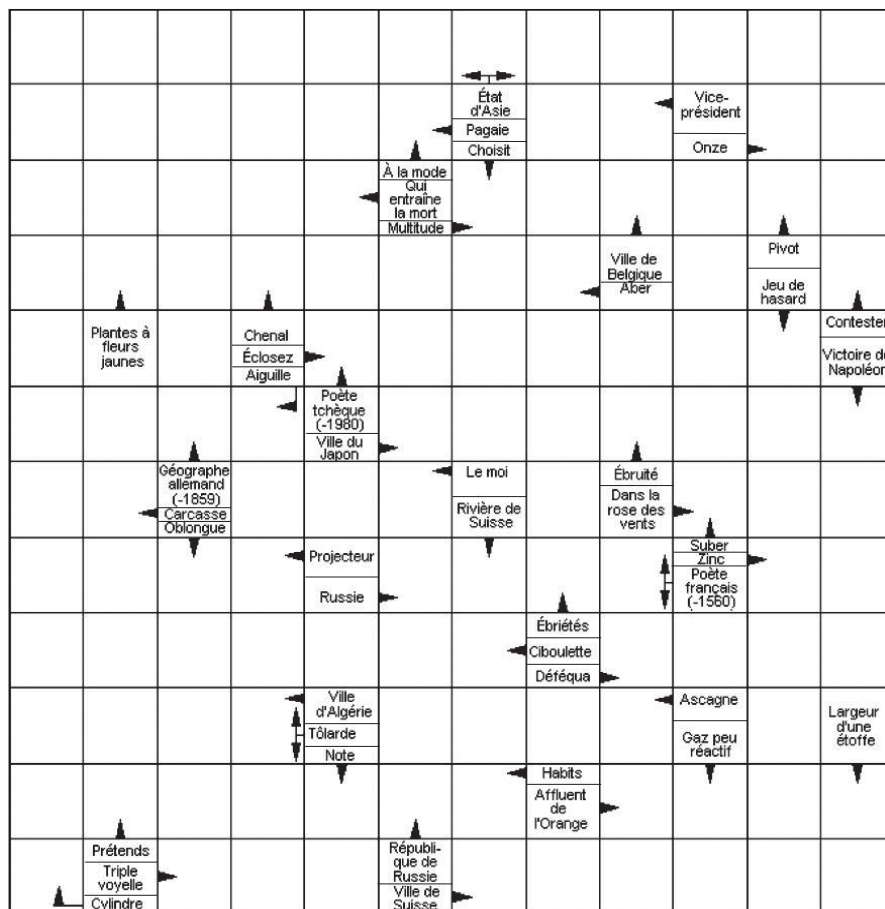
Bones

Résumé

Le cadavre d'un homme est retrouvé sur une falaise, en partie dévoré par un faucon. La victime est un proviseur de lycée, en phase terminale d'un cancer, qui s'était lancé dans la diffusion sur Internet de vidéos de développement personnel très prisées. De son côté, Sweets n'est pas très enthousiasmé par le logiciel mis au point par le FBI. De retour, Oliver Wells ne parvient pas à s'intégrer au groupe de l'Institut Jefferson. Par ailleurs, Booth et Brennan préparent leur mariage...



Mots fléchés n°503



Proverbes

Les mouches ne font pas de miel.

Proverbe algérien

L'âne à la cicatrice indélébile, qui a écarté d'un trait tous ses amis.

Proverbe berbère

Qui n'est pas amoureux n'est pas homme.

Proverbe arabe

Il vaut mieux arriver en retard qu'arriver en corbillard

Proverbe français

C'est arrivé le 6 février

1989 : Václav Havel est condamné à 9 mois de prison pour avoir participé à une manifestation non autorisée en Tchécoslovaquie.**1992** : le Conseil de sécurité des Nations unies autorise l'envoi de 14 000 casques bleus dans trois régions de Croatie à majorité serbe.**1997** : Hong Song-nam devient Premier ministre de la Corée du Nord.**2003** : Hans Blix demande au gouvernement irakien la destruction d'ici le 1er mars des missiles Al-Samoud 2.

Célébrations :

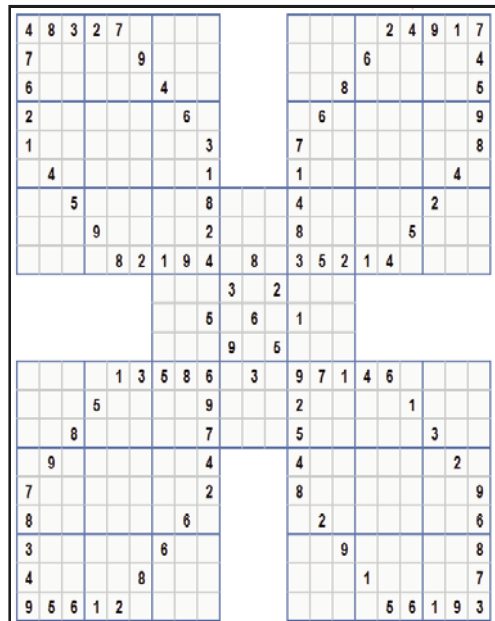
- Journée internationale de la langue maternelle, proclamée par la Conférence générale de l'UNESCO en 1999, marquée depuis 2000 dans plusieurs pays.

- **Bangladesh** : Journée du mouvement pour la Langue, commémorée depuis 1952 le Mouvement pour la Langue et ses manifestations sévèrement réprimées pour la reconnaissance du bengali.- **Barbade** : Rihanna Day (Journée de Rihanna), honore depuis 2008 la chanteuse originaire de la Barbade, le lendemain de son anniversaire.- **Bhoutan** : Anniversaire du roi.- **Iran** : Mort du prophète Mahomet et de l'imam Sadegh.- **États-Unis, Porto Rico, Îles Vierges des États-Unis, Samoa, Îles Mariannes du Nord** : Presidents' Day (Jour des présidents).

Samourai-sudoku n°503

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles de sudoku entrelacées. Les règles standards du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.



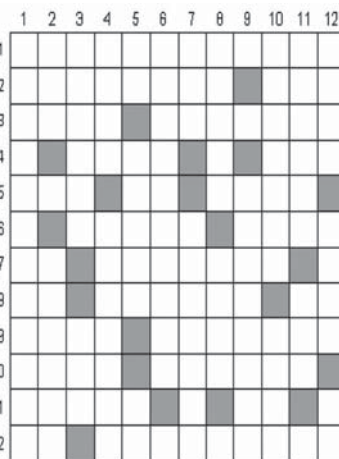
Mots croisés n°503

► Horizontalement:

1. Changement d'une forme en une autre
2. Pareil - Très court
3. Jeune fille - Jeunes hommes entretenus
4. Choisit - Obtenue
5. Pour ouvrir une serrure - Charpente du corps - Table pour débiter la viande
6. Affection qui produit la toux - De la famille des équidés (plur.)
7. Fleuve d'Italie - Filtres magiques
8. Américium - Petit papier collé sur une copie pour signaler une modification - Mammifère
9. Femelle d'un chien de chasse - Qui a rapport à l'os cubital
10. Affluent du Danube - Eten-d'eau stagnante
11. Tissu - Du verbe avoir
12. En matière de - Incendies

► Verticalement:

1. Place sous le contrôle d'une commune
2. École nationale d'administration - Passées sous silence
3. Produire des sons aigus - Conjonction
4. Groupe ethnique islamisé - Loge
5. Molybdène - Chante à la manière des tyroliens - Eminence
6. Relatif à l'orgasme
7. Revenu minimum d'insertion - Éprouver une joie très intense
8. Milieu des escrocs, des voleurs - Victoire de Napoléon
9. Petits bâtiments
10. Poète français - Région
11. Qui est ivre (fém.) - Épaule du cheval
12. Crochet en forme de S - Matière carbonée noire - Coutumes



7 erreurs



CAPITULATION
RIRE■POURRI■
ISONZO■BIISK
TE■AULNE■DES
IMA■RU■RAI■I
CELAIEGOUT■
AN■ICHNEUMON
FTE■HIC■T■RE
L■RU■DECADRA
LESBIEN■TIEN
ELEE■USE■TOT
RUE■EXERCONS

Un professionnalisme à petits pas !

Saïd Ben

Le professionnalisme du football algérien semble marcher à l'allure d'une tortue. D'aucuns ne parlent que d'argent pour justifier leur manque à certaines obligations en la matière au point où les spécialistes et observateurs estiment que le professionnalisme a échoué en Algérie. Mais ce n'est pas du tout l'avis du ministre de la Jeunesse et des sports, Mohamed Tahmi qui avait estimé en décembre dernier que «Le professionnalisme n'a pas échoué, contrairement à ce que colportent certains.» Il y a une question de gestion, l'Etat injecte des sommes faramineuses pour accompagner les clubs. «Il donne plus de 2,5 milliards de centimes à chaque club... sauf pour quatre d'entre eux. On n'acceptera plus que les subventions de l'Etat servent à payer des salaires ou l'encadrement des clubs». Voilà un point négatif contre les présidents des clubs qui ne cessent de fustiger l'apport de l'Etat pour les suivre dans le développement du professionnalisme. Comme si même pour réfléchir à un «plan de travail», il faut bénéficier de l'argent de l'Etat ! Là, il est très important de se demander qu'on apporte les présidents des clubs au football algérien pour que l'on puisse vraiment évaluer l'apport de tout un chacun. Sur le terrain c'est vraiment la débâcle car comment expliquer le fait que des présidents de club et heureusement que ce n'est pas tous, crient sur les toits qu'ils n'ont plus d'argent ne serait-ce que pour assurer le déplacement de leur équipe alors que paradoxalement ces mêmes clubs recrutent des joueurs à tout bout de champ et à des salaires qui relèvent de l'utopie. Et dire, par la suite, que l'on attend l'aide promise par l'Etat et tout de suite vient la fameuse idée des infrastructures pour la création de centres de formations. Autre question : combien de présidents gestionnaires ont

d'abord un véritable programme et pour ceux qui pensent en avoir combien quel est la place qu'occupe le projet de création d'une infrastructure de formation avec plan et objectifs ? On laisse tout un chacun y répondre. Constant cet état de fait, il était évident que le «pourvoyeur» et le véritable stimulant du professionnalisme, l'Etat réagisse à travers le ministre de la jeunesse et des sports. Ainsi, le ministre du secteur, Mohamed Tahmi, vient de révéler que l'Etat va continuer à accompagner les clubs professionnels pendant deux années supplémentaires, pour aspirer à l'«épanouissement du professionnalisme» en Algérie, et non son «assassinat». «Le premier engagement de l'Etat portait sur une durée de trois ans (De 2010 à fin 2013), mais ce délai sera finalement prolongé jusqu'en 2015, car l'Etat espère vraiment faire réussir le projet du professionnalisme dans notre pays», a précisé Tahmi lors d'un point de presse à la salle des conférences du stade du 5-Juil-

A QUI LA FAUTE ?

let Selon le ministre, il s'agira de la principale question qui sera à l'ordre du jour, lors de la prochaine réunion avec les présidents des clubs professionnels, prévue le 9 février prochain. Et à ce propos, le coordinateur de la toute nouvelle association des clubs professionnels de football qui vient juste de voir le jour, à savoir M. Abdelkrim Medouar, a affirmé que cette structure se veut «une force de propositions» vis-à-vis du ministère de la Jeunesse et des Sports et de la Fédération algérienne de football dans l'optique de réussir le projet de professionnalisme en Algérie. Et à Medouar de montrer les manquements au développement de ce professionnalisme en indiquant que parmi les raisons de la création de cette association, les «nombreuses entraves» auxquelles est confronté le professionnalisme depuis qu'il a été adopté en Algérie lors de l'été 2010. «Après une expérience de quatre ans, on s'est rendu compte qu'on est en train de tourner dans

un cercle vicieux. On est persuadé maintenant que ce projet n'a aucune chance de réussite si l'on continue à gérer les choses de cette manière», a regretté le coordinateur de la nouvelle association. «Les mesures prises par l'Etat en matière d'accompagnement des clubs n'ont jamais été appliquées sur le terrain. Un retard qui nous a porté préjudice, et affaiblis davantage», a-t-il encore regretté. Il a, en outre, estimé que le président de la FAF, Mohamed Raouraoua, compte tenu de «ses engagements au sein des instances régionales et internationales», et aussi «vis-à-vis de la sélection nationale», ne peut pas être pleinement concentré sur le professionnalisme. Ainsi, c'est bien visé et c'est donc en partie la «faute» du MJS et de la FAF, mais point celle des présidents de clubs qui s'érigent en Association ?... Pour ne point aller vite en besogne, attendons donc ce que rapporterait cette prochaine réunion de dimanche prochain entre les présidents des clubs : le ministre de la tutelle et le président de la FAF, pour faire des commentaires, car commentaire, il y aurait certainement...

Vers la tenue d'une assemblée extraordinaire de la LFP

Des présidents des clubs des ligues professionnelles 1 et 2 sont décidés à réclamer la tenue d'une assemblée extraordinaire de la Ligue du football professionnel (LFP), a appris l'APS mercredi auprès de l'un des initiateurs de cette action. Selon la même source, la présence des présidents des 32 clubs des deux Ligues professionnelles dimanche prochain à Alger dans le cadre de la réunion programmée avec le ministre de la tutelle, Mohamed Tahmi, sera une occasion pour collecter les émargements nécessaires afin de provoquer cette assemblée. La tenue de ce rendez-vous est motivée par «la situation inquiétante» prévalant actuellement au niveau de l'instance chargée de la gestion des compétitions des deux Ligues professionnelles, ajoute-t-on de même source. Mise en place depuis plus de deux années, après le passage du football algérien vers le professionnalisme, la LFP traverse une zone de turbulences, traduite par la démission de plusieurs membres du conseil d'administration de cette structure composée

au départ de neuf personnes. Même le président de la LFP, Mahfoud Kerbadj, a déclaré récemment à la presse qu'il comptait jeter l'éponge en fin de saison, et ne pas aller ainsi au bout de son mandat qui expire en 2016. L'ancien président du CR Belouizdad n'a certes pas évoqué les véritables raisons l'ayant poussé à prendre cette décision, mais ses rapports «tendus» avec le président de la commission fédérale de l'arbitrage, Belaid Lacarne, seraient pour quelque chose dans son souhait de quitter la LFP, selon des membres de cette structure. Les présidents des clubs des deux Ligues ont procédé lundi passé à la création de l'association des clubs professionnels. Une structure qui se veut, selon son coordinateur, Abdelkrim Medouar, «une force de propositions». Certains observateurs estiment que la naissance de cette association est un acte de «désaveu» à la LFP, qui est l'émancipation des clubs, mais qui «n'a pas réussi à défendre leurs intérêts».

APS

MONDIAL-2014 (PRÉPARATION) ALGÉRIE Halilhodzic passe au peigne fin les adversaires des Verts

L'entraîneur de la sélection algérienne de football, Vahid Halilhodzic, s'attelle depuis quelques jours à visionner les rencontres des trois adversaires des Verts lors du premier tour de la coupe du monde-2014 au Brésil (12 juin-13 juillet), à savoir : la Belgique, la Russie et la Corée du Sud, a appris l'APS mercredi auprès d'un membre du staff technique national.

Le coach national, rentré à Alger la semaine précédente, passe au crible les rencontres de ces trois adversaires, notamment celles qu'ils ont joué dans le cadre des éliminatoires du Mondial. La Belgique avait nettement dominé son groupe lors des qualifications européennes. Idem pour la Russie qui s'est adjugée son billet aux dépens du Portugal, contraint de passer par les barrages pour gagner le droit de participer à l'événement planétaire, alors que la Corée du Sud s'est qualifiée grâce à sa deuxième place au classement de son groupe asiatique derrière le Japon.

Le coach national passe des heures en compagnie de son encadrement technique, renforcé par la réversion du manager général des Verts, Abdelhafid Tafout, au poste d'entraîneur assistant, à visionner les matches des ses trois prochains antagonistes dans groupe H, au centre technique de Sidi Moussa, ajoute-t-on de même source.

Après un repos de plus d'un mois, le technicien bosnien débute effectivement les préparatifs du rendez-vous brésilien, en attendant de voir ses joueurs à l'oeuvre dès le 5 mars prochain à l'occasion du premier match amical, précédant le Mondial, face à la Slovaquie au stade Mustapha Tchaker de Blida.

En vue justement de cette rencontre,



la même source a fait savoir que le sélectionneur national n'a toujours pas encore tranché sur la liste des joueurs appelés à participer au stage qui débutera le 2 mars à Sidi Moussa. Halilhodzic avait déclaré auparavant qu'il ne comptait pas chambouler l'effectif ayant participé à la campagne des éliminatoires, mais l'émergence de certains joueurs, à l'image de Zineddine Ferhat (USM Alger), Nabil Bentaleb (Tottenham, Angleterre), ou encore le retour au premier plan de Rafik Halliche (Coimbra, Portugal) et Ryad Boudebouz (Bastia, France), ainsi que le manque de compétition d'autres pensionnaires, comme Medhi Lacen (Getafe, Espagne) et Adlene Guedioura (Crystal Palace, Angleterre), devrait le pousser à revoir ses plans, selon les observateurs. L'équipe algérienne, qualifiée au Mondial pour la deuxième fois de suite et la quatrième dans son histoire, entamera la compétition le 17 juin face à la Belgique au stade de Belo Horizonte, avant de croiser le fer avec la Corée du Sud, le 22 juin à Porto Allegre, puis la Russie, le 26 juin à Curitiba.

Publicité



TOURING VOYAGES ALGERIE, Spa

ORGANISE

LE DÉPLACEMENT DES SUPPORTERS DE L'ÉQUIPE NATIONALE AU BRÉSIL - COUPE DU MONDE 2014

COMMUNIQUE

- 🌟 **Départ à partir du 13/06/2014**
- 🌟 **Séjour 15, 16 et 17 jours en Demi Pension**
- 🌟 **Hébergement dans des hôtels de 3***, 4**** et 5*******
- 🌟 **Tous les transferts et transports inter-villes**
- 🌟 **Assurance Voyage**
- 🌟 **Visa**
- 🌟 **Tickets de stade**
- 🌟 **Vol direct Alger – Belo Horizonte/Sao Paulo – Alger**
- 🌟 **Assistance et encadrement**

One Two Three Viva L'Algérie

POUR TOUTES INSCRIPTIONS ET INFORMATIONS, NOUS CONTACTER AUX NUMÉROS SUIVANTS

- **Région centre : 021 44 73 45 / 73 71 08 / 94 44 59**
- **Délégation Batna : 033 80 24 53 / 73 34 48**
- **Délégation Constantine : 031 92 67 72 / 92 35 30**
- **Délégation Ouest : 041 29 16 58 / 30 17 84**
- **Délégation Est Sétif : 036 84 63 37 / 41**
- **Délégation Annaba : 038 86 65 47 / 72 21 06**
- **Siège Central : 021 54 13 13 / 44 68 64**

Fax : 021 44 68 64 / 54 15 11

Email : commercial@touring-algerie.com



LES VILLES

São Paulo

Source : www.fifa.com

Poumon financier et commercial du Brésil, São Paulo est également la plus grande ville du pays (1 523 km²) et l'une des plus peuplées au monde (plus de 11 millions d'habitants). Située au sud-est du Brésil, São Paulo est surnommée Terra da Garoa (la terre du crachin) en raison de son instabilité météorologique et de ses ondées généreuses.

La vocation industrielle de São Paulo a attiré des multitudes de migrants au tournant du 19^{ème} siècle. Par conséquent, la capitale de l'état de São Paulo est de loin la plus métissée du Brésil. D'après les études, ce sont plus de 100 ethnies différentes qui ont contribué à bâtir l'économie la plus puissante de pays, générant à elle seule 12,26% du PIB national.

Mais les affaires ne sont pas l'unique atout de São Paulo : cette ville truffée de gratte-ciels vertigineux est également un carrefour culturel renommé où se concentrent musique, expositions et gastronomie (plus de 12 000 restaurants recensés). Toute l'agglomération de Sampa regorge aussi de sites touristiques comme le ravissant centre historique, le quartier japonais de Liberdade, le parc Ibirapuera et plusieurs centres commerciaux réputés.

On ne s'étonnera donc pas que la zone urbaine de São Paulo abrite les deux aéroports les plus actifs d'Amérique du Sud : Congonhas et l'aéroport international André Franco Montoro - couramment désigné sous le nom d'aéroport Guarulhos ou Cumbica.

São Paulo est le berceau du football brésilien. C'est ici que le Britannique Charles Miller a introduit le beau jeu en terre brésilienne en 1894, avant de contribuer à sa rapide diffusion aux quatre coins du pays.

Trois des plus grands clubs brésiliens viennent de São Paulo : Corinthians, Palmeiras et São Paulo, qui comptabilisent à eux trois 14 championnats brésiliens. Corinthians et São Paulo ont tous deux été sacrés champions du monde des clubs, en 2000 et 2005 respectivement. D'autres clubs historiques comme Portuguesa de Desportos et Juventus complètent le tableau.



La plus vaste enceinte de la ville, le stade Morumbi, a accueilli plusieurs matches de l'édition inaugurale de la coupe du Monde des clubs de la Fifa en 2000. Le stade Pacaembu, qui appartient à la municipalité, re-

cèle quant à lui un fantastique musée du football. Six rencontres de la coupe du Monde de la Fifa 1950 s'y étaient déroulées. Palmeiras possède son propre stade, le fameux Palestra Italia.

LE STADE

Arena de São Paulo - São Paulo

Parmi les plus grands clubs de la ville de São Paulo, le seul qui ne disposait pas d'un stade suffisamment grand et moderne pour accueillir ses matches était, fort injustement, celui qui comptait la torcida la plus nombreuse : le Sport Club Corinthians Paulista.

Le vieux rêve du peuple corinthiano est devenu réalité avec l'attribution au Brésil de la Coupe du Monde de la FIFA 2014. Il en a résulté l'Arena de São Paulo, un stade construit dans le quartier d'Itaquera, à l'est de la ville, un secteur dont les Corinthians ont fait leur repaire.

Le projet de construction (livraison du stade prévue début 2014) prévoit le développement de l'est de la ville,

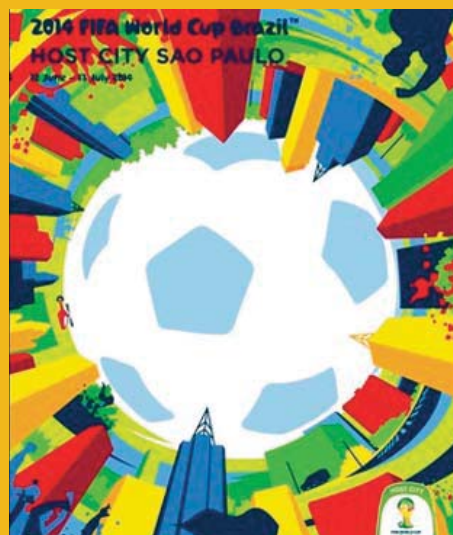


un secteur très défavorisé qui accueille environ quatre millions d'habitants. Des centaines de travailleurs pourront ainsi profiter du chantier pour améliorer leur qualification professionnelle. Au total, la construction du stade nécessitera l'embauche directe ou indi-

recte de quelque 6 000 personnes. D'une capacité de 65 807 places, l'Arena de São Paulo a été retenue pour accueillir la rencontre inaugurale de la Coupe du Monde de la Fifa, Brésil 2014TM, ainsi que cinq autres matches, notamment une demi-finale.

LE POSTER

L'affiche de São Paulo pour la coupe du Monde de la Fifa 2014TM représente une métropole débordante de vie, où des millions de personnes célèbrent ensemble le football. Ce sport est inscrit dans les gènes de la ville, dans ses rues, dans ses immeubles, dans son atmosphère. La plus grande agglomération du Brésil dégage une énergie communicative qui rassemble les individus et fait de ses habitants les meilleurs supporters de la planète.



HADJ-2014: Les inscriptions pour la participation au tirage au sort du 9 février au 10 avril

Les inscriptions pour la participation au tirage au sort, pour le hadj -2014, prévu le 26 avril 2014, seront ouvertes auprès des communes à travers le territoire national du dimanche 9 février au jeudi 10 avril, a indiqué mercredi le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales dans un communiqué. Le ministère a précisé que pour postuler à l'inscription pour le tirage au sort, faut être âgé de 19 ans ou plus, résider effectivement dans la commune d'inscription, alors qu'il est fait obligation aux femmes d'être accompagnées par un «mahrem». S'agissant des pièces justificatives à fournir, il s'agit d'une notice spécial hadj-2014 dûment renseignée auprès de la commune de résidence, un extrait d'acte de naissance, un certificat de résidence et une déclaration sur l'honneur de non-accomplissement du hadj au cours des cinq (05) précédentes années (cette exigence ne concerne pas le mahrem).

ALGÉRIE-AUTRICHE Atelier sur le système de formation dans le domaine de la soudure à Alger

Un atelier sur le système de formation autrichien dans le domaine de la soudure a été organisé mardi à Alger, par l'ambassade de l'Autriche. Cet atelier destiné notamment aux professionnels du secteur de la Formation et de l'Enseignement professionnels en Algérie, vise à présenter le savoir-faire autrichien sur la formation et les qualifications techniques à haut niveau dans le domaine de la soudure particulièrement dans les secteurs de l'industrie d'automobile et pétrolière, selon les organisateurs. «L'Autriche est parmi les leaders mondiaux dans le domaine de la soudure et la formation en la matière est sanctionnée par une certification aux normes internationales», a indiqué l'ambassadeur d'Autriche à Alger, Aloisia Worgetter dans une déclaration à l'APS. Mme Worgetter a souligné que l'économie algérienne se développe à une «grande vitesse» lui permettant de se mettre au diapason des pays industrialisés avant de mettre l'accent sur «le grand intérêt mutuel» des deux pays de renforcer la coopération. De son côté, l'inspecteur central au ministère de la Formation, Osman Messloul a expliqué que cet atelier a été précédé d'une rencontre entre des représentants de certains secteurs concernés et des experts autrichiens, en juillet 2013 à Alger.

«L'opportunité de bénéficier de l'expérience autrichienne dans la formation dans les métiers de la soudure a été saisie par le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels, en vue d'étudier les possibilités de la mise à niveau des professionnels en la matière, afin de transmettre ce savoir-faire aux jeunes apprentis», a indiqué M. Messloul.

Pour sa part, le P-DG de l'institut autrichien de formation BFI Steiermark, concerné par cette formation, Wilhelm Techt a indiqué que cet établissement qui exerce depuis 50 ans, propose de nombreux offres de formation, orientées vers les attentes des clients et qui correspondent aux mieux aux besoins du marché du travail et de l'économie.

ALGÉRIE - TUNISIE

LE MINISTRE DES AE TUNISIEN

DANS UN ENTRETIEN À L'APS

M. Mongi Hamdi souligne le renforcement de la coordination sécuritaire avec l'Algérie

Le ministre des Affaires étrangères tunisien, Mongi Hamdi, a affirmé mercredi que la 19^e session de la Grande commission mixte algéro-tunisienne qui se réunira vendredi et samedi à Tunis, examinera plusieurs dossiers importants à leur tête le renforcement de la coordination sécuritaire et le développement de la bande frontalière.



Dans une déclaration à l'APS, M. Hamdi a indiqué que la grande commission mixte se réunit pour la première fois depuis le déclenchement de la révolution tunisienne tout comme elle coïncide avec la commémoration des événements de Sakiet Sidi Youcef qui revêtent, a-t-il dit «une grande symbolique».

Il a souligné que la réunion de la commission intervient également au moment où la Tunisie se dirige à pas «sûrs» vers le parachèvement de son processus de transition démocratique après l'adoption de la nouvelle Constitution et la formation d'un gouverne-

ment conduit par M. Mehdi Jomaa.

Evoquant les dossiers inscrits à l'ordre du jour des travaux de la commission, le chef de la diplomatie tunisienne a indiqué qu'entre autres questions importantes figurent le renforcement du programme de développement des régions frontalières débattu depuis deux mois à Tunis au niveau d'un comité ad-hoc et la poursuite de la coordination sécuritaire pour faire face au terrorisme, au crime organisé et au trafic sous toutes ses formes. Les moyens «efficaces» pour l'application de l'accord commercial préférentiel adopté auparavant et réunissant toutes les conditions

de son entrée en vigueur à partir de 2014 et l'examen de la coopération dans les domaines industriel et énergétique seront également au menu. D'autre part, les deux délégations se pencheront sur les conclusions de la commission mixte chargée des affaires consulaires, sociales et foncières tenue récemment pour tracer un projet à ce sujet.

Tenue en décembre 2010 à Alger, la 18^e session de la Grande commission mixte algéro-tunisienne a été sanctionnée par la signature de 12 accords et d'un programme de coopération dans les domaines commercial, des services, touristique, éducatif, culturel et social.

Les relations algéro-tunisiennes revêtent un caractère stratégique dans la conjoncture actuelle

Le ministre tunisien des Affaires étrangères Mongi Hamdi a affirmé, mercredi, que les relations algéro-tunisiennes «excellentes et privilégiées» revêtaient un caractère stratégique face aux défis sécuritaires et économiques apparus ces dernières années.

Dans une déclaration à l'APS à la veille de la tenue de la 19^e session de la Grande commission mixte algéro-tunisienne, le chef de la diplomatie tunisienne a souligné que son gouvernement tend à assurer «le succès»

de l'étape de transition en «renforçant» les relations avec les pays frères et amis à leur tête l'Algérie.

Il a rappelé à ce propos que le chef du gouvernement Mehdi Djomaa avait choisi l'Algérie comme première destination de ses visites à l'étranger eu égard aux «relations étroites entre les deux pays, à leurs aspirations et leur histoire commune».

M. Hamdi a exprimé sa «profonde reconnaissance» à l'égard de l'accueil chaleureux réservé à la délégation

gouvernementale tunisienne lors de sa dernière visite en Algérie, par le Président de la République, Abdelaziz Bouteflika, et le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, «ce qui reflète la solidité des liens entre les deux peuples et gouvernements».

D'autre part, M. Hamdi a salué la position du Président de la République, Abdelaziz Bouteflika, réitérant le soutien de l'Algérie à la Tunisie aux plans économique et sécuritaire ainsi que son soutien au peuple tunisien «en toute circonstance».

Les entretiens tenus à cette occasion ont démontré la détermination des deux parties à hisser les relations bilatérales au «niveau du partenariat stratégique», a-t-il poursuivi.

Cette visite a permis également d'examiner les perspectives du développement de la coopération dans les domaines économique et commercial et au plan sécuritaire pour faire face au terrorisme, au crime organisé et à la contrebande dans les but de protéger les frontières communes.

M. JEAN ASSELBORN, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET EUROPÉENNES DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

L'UE a un «très grand intérêt» à approfondir ses relations avec l'Algérie

L'Union européenne (UE) a un «très grand intérêt» à approfondir ses relations avec l'Algérie, a affirmé hier à Alger, le ministre des Affaires étrangères et européennes du Grand-duché de Luxembourg, Jean Asselborn.

«L'Algérie est un pays clé du monde arabe et aussi de l'Afrique. Je pense que l'UE a un très grand intérêt ou doit avoir un très grand intérêt à approfondir ses relations avec l'Algérie», a déclaré à la presse, M. Asselborn à son arrivée à l'aéroport Houari-Boumediène.

Il a affirmé, en outre, que cette visite de deux jours sera l'occasion également

pour lui, de discuter avec son homologue, Ramtane Lamamra, sur des questions régionales. «Je suis ici pour parler avec M. Lamamra sur ce qui se passe notamment au Mali, en Libye, au Sud Soudan, en Afrique centrale et en Syrie, en sa qualité de grand spécialiste en la matière», a-t-il dit, précisant que l'UE peut, «aider à résoudre ces turbulences qui existent dans certains points de l'Afrique». Evoquant les questions bilatérales, M. Asselborn a déclaré qu'il était porteur de «quelques propositions», pouvant aller dans le sens de l'approfondissement des relations entre

l'Algérie et le Luxembourg notamment dans les domaines du trafic aérien et de la non double imposition. Le chef de la diplomatie luxembourgeoise a indiqué, par ailleurs, que dès son arrivée dans son pays, il oeuvrera à établir plus de contacts commerciaux entre les deux pays. «Je pense que nous pouvons améliorer notre coopération et nos liens et si possible, investir en Algérie», a-t-il ajouté. M. Jean Asselborn a été accueilli à son arrivée à l'aéroport Houari-Boumediène par le ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra.

APS